



CONDURIL – ENGENHARIA, S.A.

Rapport et comptes consolidés
2010

« Aucun vent n'est favorable à celui qui ignore le chemin à suivre »

Sénèque



Pont sur le fleuve Kwanza au Cangandala
Malanje - Angola

Rapport et comptes consolidés

2010

CONDURIL – ENGENHARIA, S.A.

Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835

4445-416 Ermesinde

PORTUGAL

Bureau du Registre du commerce de Valongo

Capital Social : 10 000 000 €

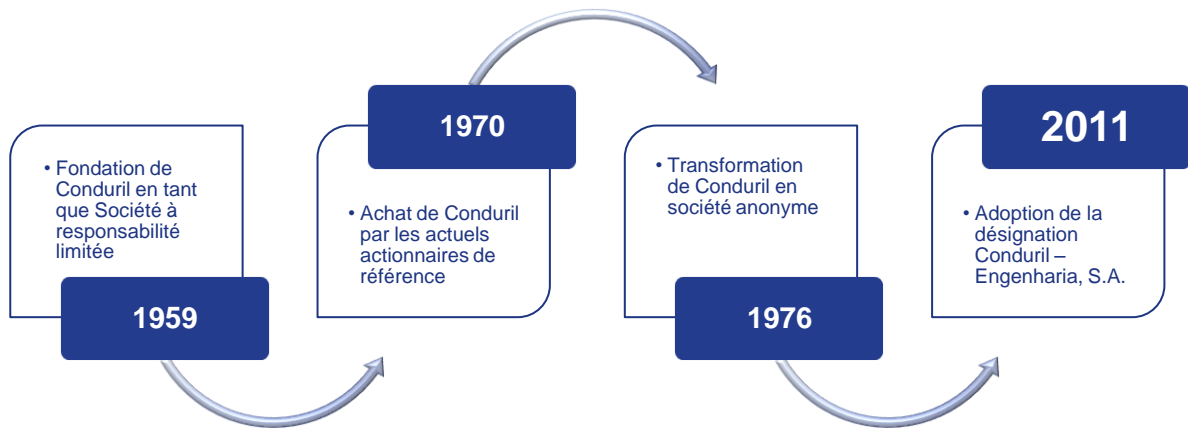
NIF : 500 070 210

Licence nº 568



L'identité de Conduril	5
Organes sociaux	6
Structure organisationnelle	7
Faits et indicateurs pertinents	8
Rapport de gestion consolidé	11
I. Encadrement macroéconomique	12
II. Analyse de l'activité	17
III. Ressources humaines	20
IV. Qualité, environnement et sécurité	21
V. Gestion de risque	21
VI. Perspectives futures et événements subséquents	22
VII. Proposition d'application de résultats	23
Etats financiers et annexes	24
Bilan consolidé au 31 décembre 2010	25
Etat consolidé des résultats par nature	26
Etat consolidé de flux de trésorerie	27
Etat consolidé des changements apportés au capital propre	28
Annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2010	29
Rapport du Conseil de surveillance	63
Certification légale des comptes consolidés	65

DATES PERTINENTES



VISION

Conduril développe toute son activité dans le secteur d'Ingénierie civile. Son principal objectif, aussi bien en termes techniques qu'économiques, est d'être l'une des meilleures entreprises portugaises (et d'être reconnue en tant que tel sur le marché) d'ingénierie, présentant simultanément les caractéristiques suivantes :

- Etre une grande entreprise à l'échelle nationale, aussi bien en termes techniques qu'économiques, capable de répondre à tout ouvrage de génie civil, que ce soit sur le marché national ou étranger.
- Etre une entreprise moyenne et flexible en termes du nombre total de personnes actives, pouvant répondre aux différentes demandes du marché et disposant d'une grande capacité technique afin d'être une base solide de soutien pour son action à l'étranger, entre autres.

MISSION

Nous avons pour mission de créer de manière durable la richesse de nos actionnaires, ainsi que de créer de meilleures conditions de travail durables pour nos collaborateurs, en tant que vecteur premier de notre responsabilité sociale.

VALEURS

Nous sommes convaincus de ne pouvoir créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire, d'y parvenir, de la manière correcte, soit : en faisant preuve de franchise, de confiance et de responsabilisation qui repose sur une culture d'intégrité qui signifie : Honnêteté, transparence, justice et une adhésion rigoureuse aux règles et aux règlements. Voici nos valeurs.

Bureau de l'assemblée générale

Président	João Baqueiro Oliveira
Secretaries	Amadeu Augusto Vinhas António Emanuel Lemos Catarino

Conseil d'administration

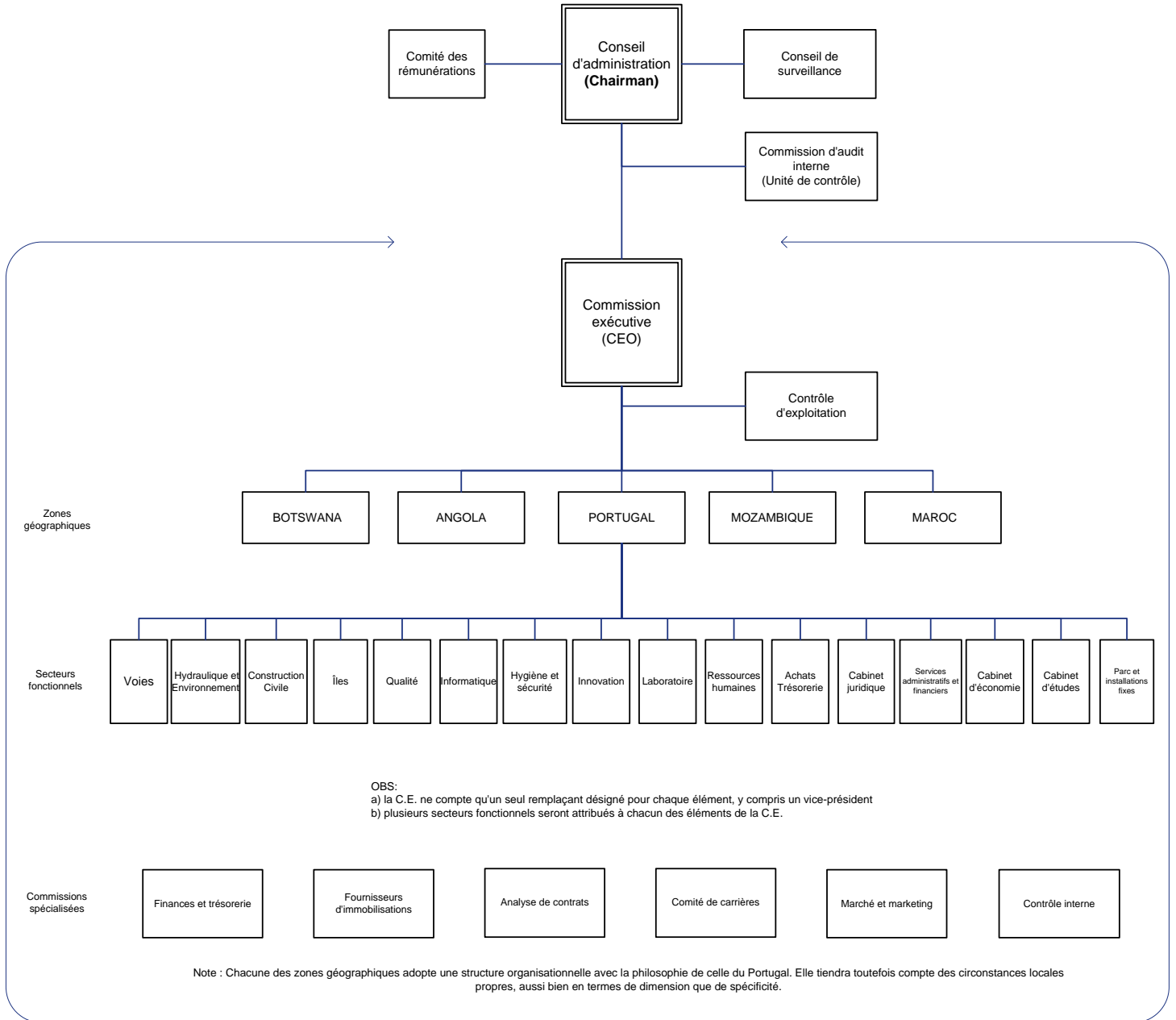
<i>Chairman</i>	António Luís Amorim Martins
Président de la Commission exécutive	Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Vice-président de la Commission exécutive	Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes
Administrateurs exécutifs	Ademar Américo Soares Paiva Álvaro Duarte Neves Vaz António Baraças Andrade Miragaia Carlos António Soares de Noronha Dias Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Conseil de surveillance

Président	Crisóstomo Aquino de Barros
Adjoints	Daniela Brás Vigário Silva José Tiago Sapage Meireles de Amorim
Suppléant	José Álvaro Fonseca Moura

Commissaire aux comptes

Horwath & Associados, SROC, Lda	
Représentée par :	Ana Raquel Borges Louro Esperança Sismeiro
Suppléant	Sónia Bulhões Costa Matos Lourosa



↪ Expansion à de nouveaux marchés, notamment en Espagne, au Cap Vert et à d'autres pays du continent africain. En parallèle, nous réévaluons notre position au Maroc.

↪ Ouvrages à détacher :

- Elargissement de la jetée est du port de Sines, Portugal
- Centre materno-infantile du nord, Portugal (en consortium)
- Barrage de l'Alto do Ceira, Portugal (en consortium)
- TGV – Espagne : Plateforme du tronçon Aclántara-Garrovillas, Espagne (en consortium)
- TGV – Tronçon Lisbonne-Poçoirão : 1^{ère} place lors de l'appel d'offres qui a entretemps été annulé, Portugal (en consortium)
- 5 ponts sur l'axe routier Saurimo – Luau, Angola
- Pont sur le fleuve Kwanza, Angola
- Route Malanje-Cangandala, Angola
- Route Ganda-Catengue, Angola
- Chantier naval, Porto Amboim, Angola
- Ponts de Manica, Mozambique (en consortium)
- Ponts du Zambèze, Mozambique (en consortium)
- Route Macomia-Oasse, Mozambique (en consortium)
- Autoroute Gaborone/Tlokweng, Botswana

↪ Pour l'amélioration et la consolidation souhaitée des processus de gestion et afin d'élever nos standards d'efficience et d'efficacité, l'uniformisation et l'intégration des différentes plateformes de report de nos unités d'affaires ainsi que le système de numérisation et de conférence électronique des documents y ont contribué de manière considérable.

↪ Néanmoins, l'année 2010 est marquée par la mise en œuvre du nouveau système de normalisation comptable, suite à la publication du décret-loi n° 158/2009 du 13 juillet. Par rapport au normatif précédent et suite au travail d'identification et de quantification des différences, les états financiers ont été exprimés une nouvelle fois au 31 décembre 2009.

↪ Le défi de l'amélioration continue de nos ressources mérite une attention particulière de notre part. Dans ce sens, nous avons créé la *Conduril Academy*, dont le siège a été établi au Benguela – Angola, et mis en œuvre le modèle de Gestion de carrières.

↪ Nous mettons en exergue l'expansion de notre capacité productive quant à la construction du Bâtiment pôle 2, c'est-à-dire les futures installations de nos sections de serrurerie et charpenterie au Portugal. Nous mettons également en exergue la conclusion des ouvrages de modernisation du bâtiment du Siège, la construction d'installations fixes dans les différentes provinces d'Angola, ainsi que la modernisation du chantier de Matola au Mozambique.



Nous avons obtenu, pour la 3^{ème} année consécutive, le prix de « Meilleure entreprise du secteur de la construction », attribué par le magazine EXAME, renforçant ainsi notre engagement d'excellence. Le prix de « Meilleure entreprise du secteur de la construction pour y travailler », attribué par le magazine EXAME en partenariat avec Accenture, n'en est pas moins méritoire.



Analyse de certains des principaux indicateurs économique-financiers afin d'analyser l'évolution de notre activité :

<i>Indicateurs économique-financiers</i>	2008	2009	2010
Chiffre d'affaire (m€)	203.328	260.411	251.855
RLE (m€)	26.367	37.286	34.194
EBITDA (m€)	52.255	64.682	74.745
Rentabilité de l'actif	12%	12%	11%
Rentabilité du capital propre	43%	40%	37%
Rentabilité des ventes	12%	14%	14%
Autonomie financière	28%	31%	31%
Liquidité générale	184%	198%	217%

NOTE : L'information concernant 2009 et 2010 est exprimée conformément à la référence comptable en vigueur, Système de normalisation comptable, n'étant intégralement pas comparable à celle de 2008. Toutefois, cela ne porte pas atteinte à la qualité de l'information fournie.

- Malgré le climat macroéconomique et sectoriel particulièrement difficile, nos efforts et notre engagement conjoint ont permis de dépasser ces contrariétés, ce qui est mis en évidence par la situation économique-financière consistante exprimée ci-dessus ;
- Le marché externe représente 80% de notre chiffre d'affaire et 20% en ce qui concerne le marché interne ;
- Outre la performance remarquable de ces dernières années, la période de 2010 s'est terminée avec un résultat solide de 34,2 millions d'euros. D'autre part, l'EBITDA montre une croissance de 16% par rapport à l'année précédente ;
- Les difficultés de liquidité constatées par bon nombre de nos clients ne mettent pas en cause notre position financière robuste. Elles obligent toutefois à une gestion de trésorerie attentive et consciente ;
- L'effort continu de consolidation nous a permis d'obtenir une performance globale positive.

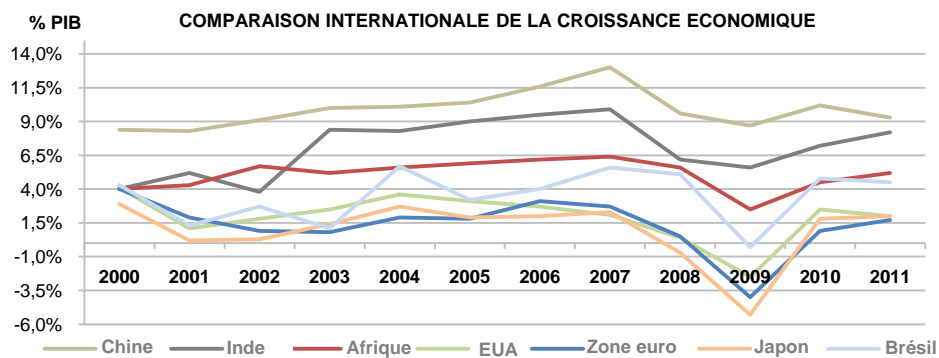
Rapport de gestion consolidé

Conformément aux statuts et dispositions légales applicables, notamment selon les termes des articles 65 et 66 du Code des sociétés commerciales, le Conseil d'administration de CONDURIL, S.A. présente et soumet le Rapport de gestion, les comptes de la période, ainsi que tout autre document de prestation de comptes se rapportant à l'exercice conclu au 31 décembre 2010 à l'analyse de l'Assemblée-générale des actionnaires.

I. ENCADREMENT MACROECONOMIQUE

a. Panoramique de l'économie mondiale

Les indicateurs composites avancés de l'OCDE publiés en janvier 2011 montrent une consolidation des trajectoires d'expansion constatée au cours des derniers mois dans les principales économies mondiales, quoiqu'avec un dynamisme plus modéré au dernier trimestre, surtout dans les économies avancées, comme nous pouvons le constater dans le graphique ci-dessous :



Source : FMI – Perspective économique mondiale (oct. 2010)

Dans la zone Euro, le PIB a baissé de 0,9% en 2010, tandis que la production industrielle, en termes homologues, a augmenté de 7,2%. De même, les exportations ont connu une croissance de 23,2%. L'année 2010 a également été marquée par l'augmentation du taux d'inflation moyen, étant désormais de 1,6% (0,3% en 2009) ; le taux de chômage s'est stabilisé à 10,1%. En ce qui concerne les taux d'intérêt à court terme, nous avons constaté de légères augmentations, en moyenne autour de 0,81%. Cette tendance d'augmentation est également prévue en 2011, et ce pour tous les termes. D'autre part, nous avons constaté la dévalorisation de l'euro par rapport au dollar américain sur le marché des changes.

Néanmoins, le surendettement persistant de certains pays, notamment celui de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et de la Belgique a conduit à la mise en œuvre de plans d'austérité afin de soulager les tensions se rapportant au risque de *default* de la dette souveraine de ces pays, augmentant de ce fait les intérêts sous-jacents. 2011 sera l'année du renforcement de ces mesures sévères afin de lutter contre le déficit et les dettes publiques, dans le but d'assurer la stabilité de l'euro et de réduire les aides du Fonds Monétaire International (FMI), qui continuera à affecter radicalement le marché portugais.

Aux USA, au 4^{ème} trimestre 2010, les indicateurs de confiance des entrepreneurs et des consommateurs se sont renforcés et le PIB a augmenté de 2,5% en 2010. La consommation privée a présenté une forte croissance de 2,6% en

termes réels. Toutefois, aussi bien la production industrielle comme les exportations ont ralenti, même si ces deux activités ont présenté une croissance de 5,8% et de 14,8%, respectivement.

Par ailleurs, la Chine a accéléré la croissance du PIB à 10,2%, en termes homologues réels, ce qui se doit surtout à la continuité d'une forte augmentation de la demande interne. Ainsi, les exportations ont augmenté de 31% en termes homologues nominaux (-16% en 2009). Cette accélération a mené à l'implantation de mesures de restriction dans le secteur monétaire, notamment en ce qui concerne la hausse des taux d'intérêt de référence.

D'après le rapport du FMI sur la « Perspective économique mondiale », en 2011, la croissance de l'économie globale se concentrera à 4,5%, ralentissant par rapport à la prévision de 4,8% pour 2010. En effet, les pays émergents et en voie de développement maintiendront une forte croissance au cours de la prochaine période biennale, dont le PIB atteindra 6,5%, tandis que les pays développés resteront à 2,5%. D'autre part, la Banque Mondiale (BM), dans son rapport « Global Economic Prospects 2010 », prévient que, même si le pire de la crise financière est derrière nous, la récupération mondiale est fragile et les répercussions se prolongeront. Ces perspectives assument un niveau élevé d'incertitude, qui se traduit aussi bien par la confiance des familles et des entreprises, comme par l'impact de la fin des mesures de stimulation budgétaire. Les marchés financiers continueront à enregistrer des perturbations et la demande du secteur privé demeurera basse, le tout dans un cas grave de chômage élevé.

Dans ce contexte, les 5 à 10 prochaines années, la fuite croissante au risque, une réglementation plus prudente et le besoin d'empêcher certaines pratiques de crédit plus risquées, semblables à celles de la période d'expansion pré-crise, devront se traduire par la réduction et le renchérissement des capitaux mobilisés en faveur des pays en voie de développement.

b. Encadrement des économies au sein desquelles Conduril agit

▪ Economie portugaise

Le rapport préliminaire de l'Institut national de statistique pointe vers une croissance de 1,4% du PIB en 2010, stimulée par le rythme frénétique des exportations (une augmentation de 15% par rapport à 2009) et limitée par la débilite de la demande interne, notamment en ce qui concerne le comportement d'investissement. Tout en préservant l'évolution de ces agrégats macroéconomiques, les besoins de financement externe de l'économie portugaise diminueront, quoiqu'étant toujours à de très hauts niveaux.

Les projections les plus récentes de la Banque du Portugal (Bulletin économique de l'Hiver) prévoient une contraction de 1,3% de l'activité économique portugaise en 2011 et une croissance fragile de 0,6% en 2012, avec une augmentation de 2,7% et 1,4%, respectivement. Cette évolution sera marquée par l'effort d'ajustement des déséquilibres macroéconomiques accumulés au long de plus d'une décennie. En ce qui concerne le marché du travail, et suite à un taux de chômage s'élevant à 10,8% en 2010 (une augmentation de 1,3 pour cent par rapport à 2009), une baisse de 1 pour cent est prévue en 2011 et de 0,2 pour cent en 2012, résultant des effets déphasés de l'évolution de l'activité économique.

Au niveau sectoriel, nous prévoyons que l'augmentation soit plus conséquente dans les secteurs de biens et services transactionnels – industrie manufacturière et activités du secteur de services davantage orientées sur l'exportation, tandis que les secteurs de la construction et des services non transactionnels seront plus conditionnés par la contraction considérable de la demande.

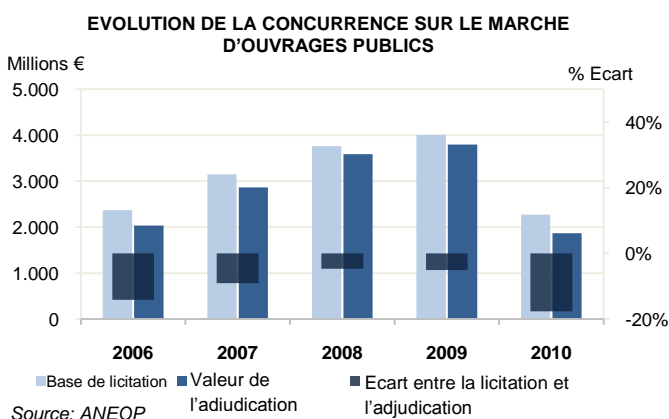
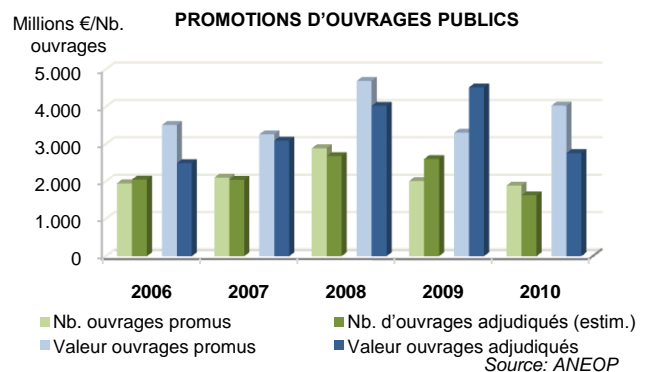
Ainsi, les développements économiques à l'échelle mondiale, et particulièrement la récupération durable des flux de commerce international seront fondamentaux pour la récupération de l'activité économique au Portugal. Ces projections économiques sont également conditionnées par les mesures de consolidation budgétaire en cours, afin de garantir le respect des objectifs budgétaires exigeants, mitigant les doutes quant à la durabilité des finances qui pénalisent les primes de risque de la dette souveraine portugaise. La difficulté d'accès des banques portugaises aux marchés de financement de marché se poursuivra, avec des répercussions pertinentes sur les conditions de financement des entreprises et des familles, tout en maintenant élevé le recours au financement de l'Eurosystème.

Construction au Portugal

Les contraintes macroéconomiques et budgétaires restrictives de 2010 n'ont donné aucune reconnaissance au secteur de la construction comme agent économique privilégié de lutte contre la crise, disséminant les investissements, créant des pôles d'emploi, mobilisant la vaste force de travail et lançant l'économie en général, et dans la chaîne de valeur de la construction en particulier, des effets multiplicateurs positifs. En termes homologues, l'indice de production du secteur de la construction et des ouvrages publics a présenté une baisse de 11,1% au cours du dernier trimestre 2010.

Les données disponibles pour le 4^{ème} trimestre 2010 montrent la continuité de la contraction de l'investissement découlant des mesures de contention des dépenses publiques mises en œuvre courant 2010, particulièrement en ce qui concerne l'investissement dans la construction (au dernier trimestre, les licences de construction ont baissé de 9,8%), tel que nous le montrons dans le graphique :

Parmi toutes les activités de la construction, l'ingénierie civile est celle qui a le plus souffert de ce climat d'austérité, extrêmement marqué par la non adjudication d'ouvrages déjà soumis à l'appel d'offres.



Nous mettons également en exergue l'augmentation de l'intensité de la concurrence, stimulée par l'effort des mesures restrictives constatées dans les services publics de l'Administration, retracée par l'évolution de la marge entre les bases licitées et les valeurs adjudiquées, ayant présenté une réduction considérable en 2010, tel que nous le constatons dans le graphique :

Par conséquent, le secteur de la construction a dû s'adapter, avec l'augmentation conséquente des taux de chômage.

Au regard de l'actuelle conjoncture économique nationale, cette année ne commence pas sous de meilleures augures. On prévoit en effet une baisse de production de 5% du secteur de la construction, dont 3% de l'ingénierie civile, conformément à la prévision de l'Association d'entreprises de construction et ouvrages publics (AECOPS). Les incertitudes sous-jacentes dépendent du comportement budgétaire et de la suspension, ou non, de plusieurs ouvrages qui sont ou seront développés en régime de Partenariats publico-privés (PPP). Une partie de la solution pour contrarier cette évolution

du marché passe par l'encouragement à la réhabilitation, dans le cadre des récentes mesures annoncées par le Gouvernement de dynamisation du marché de location de promotion de la requalification urbaine et par la continuité de l'exécution du programme de réhabilitation d'écoles, à la charge de l'entreprise Parque Escolar.

▪ Economie africaine

En 2010, la région africaine s'est démarquée par son engagement positif, avec un taux de croissance réel du PIB prévu à 5% (5,5% en 2011), retournant ainsi aux rythmes de croissance constatés lors de la période pré-crise internationale. La récupération économique mondiale, particulièrement la forte demande asiatique, bénéficiera considérablement ces économies, au moyen de la demande croissante de *commodities* dont les pays africains sont exportateurs. Lors de la récession mondiale, nous avons constaté une capacité d'adaptation et de reprise économique en cours, et ce malgré la continuité de certains risques, suite à l'application de politiques économiques correctement développés à la veille des chocs mondiaux de 2007-2009.

En ce qui concerne les traces laissées par la crise, celles-ci sont exprimées dans les indicateurs macro-économiques, comprenant un taux élevé de chômage, des soldes budgétaires détériorés, particulièrement dans les pays aux revenus intermédiaires et dans les pays exportateurs de pétrole, une baisse des exportations et une croissance modeste du crédit.

Les principaux risques pour l'activité dans la région, outre les convulsions politiques, se rapportent à la possibilité de moindres flux de capital provenant des économies avancées, ainsi qu'au calendrier électoral rempli (environ 17 actes électoraux sont prévus l'année prochaine pour cette région), ce qui peut mener à la mise en œuvre de réformes structurelles plus tôt que prévu. Le FMI suggère aux décideurs du continent d'appliquer des politiques afin de soutenir la récupération économique, centralisant la politique budgétaire sur les préoccupations financières à moyen terme et sur la viabilité de la dette. Il suggère en outre d'améliorer les services publics et les infrastructures, de renforcer les systèmes financiers et de préserver un climat favorable à l'activité économique privée.

Angola

Parmi les principales économies de la région, et particulièrement entre les pays producteurs de pétrole, l'Angola a été l'un des pays les plus affectés en 2009. Compte tenu de la haute dépendance du pétrole, l'accélération de l'économie en 2010 traduit en majeure partie la récupération de la demande mondiale de cette *commodity* et la hausse du prix sur le marché international. Le FMI pointe vers une croissance de 5,9% du PIB en 2010 et de 7,1% en 2011, qui sera soutenue par une récupération du secteur non pétrolier. Ce dernier a baissé par rapport à 2009, suite au désinvestissement dans le cadre de la politique de contention fiscale et de l'impact sur l'activité des dettes de l'Etat aux entreprises privées de capitaux étrangers, menant à la conséquente moindre propension à l'investissement de la part des investisseurs étrangers.

La stabilisation de l'économie au cours de la dernière année est également une conséquence des mesures adoptées dans le cadre de l'accord conclu avec le FMI. Ce dernier est marqué par la récupération des réserves internationales, impliquant la stabilité conséquente du taux de change USD/KWZ, la récupération de la balance commerciale et l'équilibre des comptes publics. Toutefois, en 2010, l'inflation a abouti à 15,31%, une valeur bien au-dessus de celle escomptée. Finalement, au dernier semestre 2010, nous avons démarré le processus de régularisation des dettes aux entreprises étrangères. Ainsi, il se peut que la situation soit résolue d'ici fin mars 2011. En 2011, nous nous attendons à une amélioration de la position budgétaire d'Angola, accompagnée de l'augmentation de la recette fiscale se rapportant à l'activité pétrolière, ce qui représente actuellement environ 70% de la recette totale.

Mozambique

En 2010, le rythme de croissance économique devra se situer autour de 8%, soit une valeur au-dessus de la moyenne de ses semblables – pays de la région côtière peu dépendants de ressources naturelles – qui auront enregistré une expansion de 3,5%. L'un des secteurs ayant considérablement contribué à la croissance de 2010 est la construction. En effet, ce secteur devra poursuivre sa croissance étant donné que plusieurs projets de construction sont en cours, désignés mégaprojets, dont nous mettons en exergue l'aluminium, l'énergie électrique et le gaz naturel. Il est prévu que ces investissements se maintiennent au cours des années à venir.

Le taux d'inflation devra se situer à 12,7% en 2010, soit une valeur supérieure aux 3,3% de 2009. Cette augmentation se doit en grande partie à la dépréciation du metical et au retrait d'allocations aux prix de certains biens et services essentiels. Le dernier semestre de 2010 a été marqué par la survenue de tensions associées à la coupure de ces allocations, dont une partie a déjà été réintroduite.

Aucun changement du standard d'évolution de l'économie mozambicaine n'est prévu pour les prochaines années. Nous nous attendons toutefois à ce que l'expansion de l'activité continue de surprendre favorablement. Le FMI projette un taux de croissance économique de 8% entre 2012 et 2015. La préservation de cette dynamique exigera que les autorités aient comme principaux objectifs : l'amélioration des infrastructures et services publics, le renforcement du système financier et la préservation d'un climat d'affaire ouvert à l'initiative privée.

Botswana

Suite à la contraction de l'économie en 2009, en 2010, l'économie du plus grand producteur de diamants au monde a une nouvelle fois augmenté : 8,4% en 2010, prévoyant une augmentation de 4,8% en 2011 et de 7,2% en 2012. Le taux d'inflation se situait autour de 6,7% en 2010. En ce qui concerne les changes, nous avons constaté une grande stabilité de prix.

La prévision d'amélioration du prix des *commodities*, accompagnée de l'amélioration des marchés internationaux, stimulera le secteur minier et, par conséquent, la croissance économique de ce pays. D'autre part, et en ce qui concerne le secteur non minier, nous nous attendons à une croissance plus modeste résultant de la diminution prévue de la dépense de l'état. Ainsi, l'objectif est d'atteindre un budget équilibré en 2012/13 pouvant stimuler une croissance durable, tout en prévoyant la conclusion de plusieurs projets du développement et la maintenance des infrastructures existantes.

▪ Economie espagnole

Bien qu'étant inférieure à 2009 et présentant une légère tendance de récupération tout au long de l'année (le PIB ayant toutefois connu une baisse d'environ 0,1%), l'année 2010 a poursuivi la contraction économique. Le marché du travail a continué à présenter des taux de chômage très élevés, s'élevant à 20,3% au 4^{ème} trimestre.

Les mesures de consolidation budgétaire nécessaires démarrées en 2010, au regard des pressions sur la dette publique, ont mis en danger les composants de la demande publique. Cette perspective qui se maintient pour 2011 est semblable à celle du Portugal. Dans ce sens, le segment de la construction a intensifié sa contraction, ce qui mène à des répercussions évidentes sur l'initiative privée.

L'année 2011 est perçue comme une année de consolidation pour les comptes publics et pour le secteur financier domestique, prévoyant une croissance de 0,7% du PIB.

c. Doing Business

Afin de mesurer les progrès des pays quant aux réformes et aux libertés de l'économie, y compris la liberté fiscale, les frais/investissements du gouvernement, la liberté et la sécurité monétaire et des investissements, la Banque Mondiale élabore un rapport annuel désigné *Doing Business*, dont nous détachons ci-après les conclusions des pays susmentionnés :

	Portugal		Angola		Mozambique		Botswana		Espagne	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
<i>Index général – Doing Business</i>	48°	31°	164°	163°	130°	126°	45°	52°	62°	49°
Démarrer une activité	60°	59°	164°	164°	96°	65°	83°	90°	146°	147°
Obtention de permis de construire	111°	111°	119°	128°	159°	155°	122°	127°	53°	49°
Registre de propriété	52°	31°	173°	174°	153°	144°	44°	44°	48°	54°
Obtention de crédit	87°	89°	109°	116°	125°	128°	43°	46°	43°	46°
Protection des investisseurs	41°	44°	57°	59°	41°	44°	41°	44°	93°	93°
Paiement d'impôts	80°	73°	135°	142°	98°	101°	18°	21°	78°	71°
Commerce transfrontalier	19°	27°	167°	166°	136°	133°	150°	151°	59°	54°
Respect de contrats	25°	24°	181°	181°	129°	132°	79°	70°	52°	52°
Clôture de l'activité	22°	21°	144°	147°	135°	129°	27°	27°	19°	19°

Source : <http://www.doingbusiness.org>

II. ANALYSE DE L'ACTIVITE

L'une des difficultés les plus considérables que nous rencontrons actuellement est l'intensité compétitive installée dans notre secteur. Au Portugal, et conformément aux données publiées par la Confédération portugaise de construction et de l'immobilier, pour environ 73% des ouvrages adjudiqués en 2010, la valeur était inférieure au prix de base, avec des écarts supérieurs à 10% ; à l'étranger, la concurrence croissante, surtout chinoise et brésilienne, est évidente. Ainsi, notre succès se doit à l'engagement, au dévouement et au professionnalisme de tous ceux qui font partie de Conduril : elle repose sur la compétence et le dévouement avec lequel nous envisageons le futur.

En termes internationaux, nous prévoyons l'élargissement de notre activité à davantage de pays. Ainsi, un ouvrage a déjà été adjudiqué au Cap Vert, poursuivant de ce fait notre stratégie d'expansion dans le sens d'amélioration continue du bien-être économique et financier du Groupe Conduril et de tous ses *stakeholders*.



a. Marché interne

Le secteur de voies est celui qui a rencontré le plus de contraintes quant aux mesures de consolidation budgétaire, notamment avec l'annulation de l'appel d'offre de la Ligne à grande vitesse Lisbonne-Poçoirão (ainsi que l'annulation d'ouvrages préalablement attribués), qui comprenait la troisième traversée du Tejo. Nous y intégrons le consortium qui présentait une meilleure position.





L'année 2010 a également été marquée par l'adjudication, à Conduril, d'ouvrages emblématiques dans le secteur hydraulique, en détachant particulièrement l'élargissement de la jetée est du Port de Sines et l'adjudication de l'ouvrage de construction du nouveau barrage de Alto Ceira. Nous mettons également en exergue la conclusion de l'ouvrage d'interconnexion des Origines Douro et Paiva - Tronçon Ramalde/Galegos et la station élévatoire de Ramalde, l'un des principaux ouvrages que nous exécutons depuis l'année précédente.

Fortement conditionnée par le panorama économique national, l'année est marquée par la conclusion de l'Ecole Avelar Brotero, à Coimbra, par la poursuite de la construction de l'Hôpital d'Amarante et par l'avancée successive de l'ouvrage de construction du centre materno-infantile du Nord.



Malgré la dimension réduite du marché des îles, en 2010, la production a présenté des résultats raisonnables. Nous mettons ainsi en exergue notre participation au plus grand ouvrage actuellement en exécution de l'archipel des Açores, la requalification et le réaménagement du front maritime de la ville de Horta, ainsi que la conclusion et l'inauguration du Centre d'activités occupationnelles de Vila Franca do Campo.

b. Marché externe



▪ Angola

L'année 2010 est stigmatisée comme étant l'année du ralentissement du rythme de reconstruction du pays, ce qui implique une réduction considérable du nombre d'appels d'offres et du nombre d'adjudication de nouveaux ouvrages, pratiquement inexistantes. Quoiqu'il en soit, dans ce contexte, l'effort mené à bien par nos unités d'affaires a permis d'obtenir des résultats plutôt satisfaisants.

Avec l'inauguration des ouvrages des 5 ponts sur l'axe routier Saurimo – Luau et du Pont sur le fleuve Kwanza (voir image de la page 1), intégrées au programme officiel des 35 ans d'indépendance d'Angola, nous poursuivons la consolidation de notre activité avec des ouvrages sur toutes les zones géographiques.



Nous prévoyons un plus grand dynamisme sur le marché de la construction angolais pour l'année 2011, cherchant ainsi à adapter nos ressources aux exigences grandissantes du marché, afin d'essayer d'élargir notre cadre d'action à toutes les provinces. Ainsi, l'autonomisation progressive de nos espaces géographiques d'influence est fondamentale. Notre objectif est de créer une nouvelle société, désignée Urano, Lda, dont le siège se situerait à Malanje, ayant une aptitude particulière pour la métallo-mécanique.

Notre recherche permanente de l'excellence et de l'amélioration continue nous pousse à vouloir une place particulière dans le panorama d'entreprises locales pour les années à venir.



▪ **Mozambique**

La consolidation de l'activité menée à bien par nos dépendances du Mozambique et les efforts effectués afin d'améliorer le rythme d'encaissement marquent l'année 2010. En termes opérationnels, nous mettons en exergue la conclusion de l'ouvrage des ponts de Manica, du pont sur le Zambèze et la réhabilitation des rues de Quelimane.



Malgré notre engagement dans les phases d'appels d'offres, des annulations successives et des retards font que les attentes quant au volume d'ouvrage obtenu soit légèrement en-deçà de ce que nous espérons.

Pour 2011, nous prévoyons une évolution positive de notre activité, stimulée par le démarrage de nouveaux ouvrages et par l'augmentation dans l'investissement public, notamment au niveau des voies de communication, des infrastructures de soutien à l'exploitation de charbon et au régime de concessions.



▪ **Botswana**

La construction de l'autoroute Gaborone – Tlokweng poursuit à un bon rythme, avec une moyenne mensuelle d'environ 190 collaborateurs affectés à l'ouvrage.

Nous souhaitons conquérir de nouveaux fronts de travail, en escomptant des résultats positifs dans les appels d'offres auxquels nous participons, conscients de la concurrence féroce chinoise à laquelle nous devons nous mesurer.



▪ **Maroc**

La pondération des conditions concrètes du marché marocain où nous étions impliqués, nous a poussés à décider d'abandonner ce marché.



▪ **Espagne**

En 2010, nous avons atteint l'objectif d'extension de notre activité à d'autres pays de l'Union Européenne, avec l'adjudication de l'ouvrage de construction de la ligne à grande vitesse sur le tronçon Alcántara-Garrovillas au consortium FCC-Conduril (UTE Alcántara-Garrovillas) par l'Administration d'infrastructures ferroviaires espagnoles.

Nous tentons de solidifier notre présence sur ce marché en présentant nos propositions lors d'appels d'offres dans le secteur de l'Ingénierie civil.



III. RESSOURCES HUMAINES

Dans un monde globalisé où les frontières physiques ont été atténuées par les facilités de communication et de déplacement, Conduril est fière de pouvoir compter avec des collaborateurs de différentes nationalités.

Nationalité des collaborateurs de Conduril



Les principes et les lignes d'orientation stratégiques étant consolidés quant au développement de Ressources Humaines dans l'univers de Conduril, outre l'entrée en plein fonctionnement du Modèle de gestion de carrière, nous continuons l'effort d'améliorer les activités de recrutement et d'accueil de nouveaux collaborateurs, particulièrement en ce qui concerne leur formation. En effet, l'un des grands objectifs dans le cadre de notre politique de Ressources Humaines, se concentre sur la formation professionnelle. Projetant les ressources humaines comme l'un des piliers de compétitivité et de développement des organisations, nous misons sur l'investissement dans la qualification de base de nos collaborateurs.

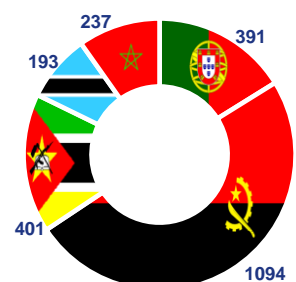
La *Conduril Academy* est déjà une réalité du panorama de Formation professionnelle en Angola, étant dûment reconnue par l'INEFOP – Institut National d'Emploi et de Formation Professionnelle d'Angola. Dans ses modèles actuels de fonctionnement, l'organisme de Conduril est et sera responsable de manière permanente pour garantir, en Angola, la formation professionnelle de son personnel, à tous les niveaux, impliquant accréditation et reconnaissance de compétences. 70 certificats résultant de son activité ont été remis en 2010. La sédimentation de l'expérience accumulée au long de la période triennale 2010-2012 dans l'univers de Conduril en Angola, la définition de l'emplacement définitif pour la construction du Campus scolaire permettront de lancer la deuxième phase du projet de la *Conduril Academy*, orienté non seulement vers l'intérieur de Conduril, mais aussi vers l'extérieur, contribuant ainsi à la création d'une école technico-professionnelle de référence pour le marché de la construction.



Au Portugal, 58 actions de formation ont été développées à l'échelle interne et externe, impliquant 421 apprentis, et un total de 6.163 heures.

Dans le cadre de notre politique interne de responsabilité sociale, le Fonds de Pensions de Conduril s'y inscrit sans nul doute. Les responsabilités de services passés sont entièrement couvertes par la valeur du fonds sous-jacent qui s'élève à 6.820 milliers d'euros fin décembre 2010. De l'augmentation que ces responsabilités ont présenté pour la période, environ 37% découlent de la diminution du taux de revenu et technique. La contribution effectuée en 2010 s'est située à 600 milliers d'euros.

En 2010, le Groupe Conduril comptait avec une moyenne de 1918 collaborateurs dans les différentes unités d'affaires, tel que présenté dans le graphique joint à la distribution géographique.



IV. QUALITÉ, ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

Courant 2010, l'APCER – Association portugaise de certification – a réalisé un audit de suivi du Système intégré de gestion de la qualité, de la sécurité et de la santé au travail, dont les résultats se sont avérés satisfaisants.

Ledit audit a été pratiqué conformément aux normes de référence suivantes : NP EN ISO 9001:2008 – *Sistema de Gestão da Qualidade – Requisitos* ; NP 4397:2008 – *Sistema de Gestão da Segurança e Saúde do Trabalho – Requisitos* ; BS OHSAS 18001:2007 – *Occupational Health and Safety Management Systems – Requirements*.

Les audits de renouvellement réalisés dans notre Laboratoire central par l'IPAC (Institut portugais d'accréditation), conformément à la norme NP EN ISO/IEC 17025:2005 – *Requisitos Gerais de Competência para Laboratórios de Ensaio e Calibração* –, ont également été satisfaisants. Cette reconnaissance est également partagée par des entités extérieures qui recourent fréquemment aux services de conseil de notre laboratoire.

En Angola est en cours la mise en œuvre de politiques modernes de Qualité, contrôle de laboratoire, hygiène et santé au travail (NP EN ISO 9001, NP 4397:2001 / OHSAS 18001:1999 e ISO 17025), avec une certification externe que nous pensons pouvoir obtenir d'ici à fin 2012.

Entamé en 2009, le processus de mise en œuvre du Système de gestion environnementale a été soumis en 2010 à un premier audit interne réalisé par des auditeurs extérieurs de l'IEP (Institut électronique portugais) et dont les résultats ont été assez positifs.

L'importance de la certification environnementale se justifie par les évolutions actuelles de l'économie, qui rendent nécessaires une intégration toujours plus importante des questions environnementales aux systèmes de gestion, de façon à satisfaire aux nécessités socioéconomiques par l'optimisation des ressources, la protection de l'environnement et le contrôle des pollutions. L'intensification du débat public à cet égard, ainsi que les normes légales nationales et communautaires applicables à la gestion environnementale, renforcent la nécessité de mettre en place des systèmes y afférents. En outre, les stratégies durables sont valorisées par le marché et reflètent une gestion innovante et efficace.

Nous avons ainsi établi comme objectif à atteindre cette année l'obtention de la certification du Système de gestion environnementale grâce au premier audit sollicité à l'APCER et relatif à la norme NP EN ISO 14001:2004.

V. GESTION DES RISQUES

Dans le cadre de sa politique de bonne gouvernance, Conduril, consciente de l'importance d'une gestion des risques adaptée, possède une solide politique interne d'identification, de qualification et de réduction des risques pouvant avoir un impact négatif sur l'atteinte de ses objectifs.

Sur la base de la Norme européenne de gestion des risques, le Conseil d'administration et la Commission exécutive ont fait part de leurs préoccupations lors des réunions bimensuelles.

Notre système de gestion des risques se base sur trois éléments que nous considérons comme fondamentaux et pour lesquels ont été mis en place différents mécanismes de suivi :

a. Risques opérationnels

- L'activité du groupe est analysée et débattue sur une base hebdomadaire par tous les responsables opérationnels et administrateurs afin d'anticiper et de délimiter la trajectoire des actions en cours ;
- Les Commissions d'analyse des contrats, des actifs immobilisés, des marchés et du marketing fonctionnent à plein régime avec des réunions d'évaluation périodiques permettant d'orienter les domaines en question ;
- Système intégré de gestion de la qualité, de la sécurité et de la santé au travail (NP EN ISO 9001:2008, NP 4397:2008 et BS OHSAS 18001:2007), avec des audits réguliers pour l'évaluation et la prévention des risques éventuels ;
- Polices d'assurance pour tous les risques de construction, environnementaux et de responsabilité civile couvrant nos principaux risques opérationnels ;
- Comité des carrières, dans le but de promouvoir le développement du Capital humain.

b. Risques financiers

- Suivi hebdomadaire par la Commission des finances et de la trésorerie des données macroéconomiques et budgétaires. Un contrôle systématique et des analyses prospectives sont réalisées de façon à anticiper l'évolution des indicateurs pouvant influencer sur la situation financière du groupe et à proposer des actions plus efficaces à cet égard ;
- Commission de contrôle interne pour le suivi et l'analyse économique-financière de toute l'activité.

c. Risques stratégiques

- Les réglementations et les restrictions légales sont suivies en interne, mais aussi grâce au recours à des consultants extérieurs spécialisés ;
- Quant au Risque pays (instabilité politique, économique et sociale), nous réalisons une évaluation des risques avant chaque investissement et un suivi local et continu de ces différents risques dans les pays où se situent nos actifs.

VI. PERSPECTIVES FUTURES ET ACTIONS CONSÉQUENTES

L'environnement macroéconomique, principalement au Portugal, ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Le climat d'incertitude et d'instabilité, marqué par une concurrence féroce, nous oblige à nous dépasser et à valoriser au maximum notre grande expérience en profitant des commandes publiques en cours et des perspectives de croissance économiques des économies les plus combatives.

Les travaux en cours, qui se chiffrent à quelques 800 millions d'euros, nous donnent confiance dans les bons résultats de notre stratégies, encore qu'avec toute la prudence qui s'impose. C'est aussi pour toutes ces raisons que nous avons modifié la raison sociale de la société en date du 31 janvier 2011, pour l'appeler CONDURIL – ENGENHARIA, S.A..

Cette modification pour un nom plus simple et plus attrayant correspond à la réalité de l'entreprise et nous rapproche du marché.

Notre objectif de promotion d'une croissance durable, joignant la création de valeur pour nos actionnaires à la satisfaction et à la stabilité de nos collaborateurs, sera toujours à la base de nos actions, en mettant l'accent sur le développement efficace et adapté de nos Unités d'affaires.

VII. PROPOSITION D'ALLOCATION DES RÉSULTATS

En continuité avec la politique de juste rémunération du capital investi, nous proposons que le bénéfice net de la période, s'élevant à 34 116 397 euros, soit alloué de la manière suivante :

- Dividendes : 2 700 000 euros correspondant à 1,5 euros par action
- Réserves Libres : 31 416 397 euros

REMERCIEMENTS

Consciente de la coopération démontrée par tous ceux qui, directement ou indirectement, ont collaboré avec notre société, le Conseil d'administration ne pouvait conclure sans les remerciements qui s'imposent :

- aux Organes sociaux pour leur soutien et la qualité de leurs interventions ;
- aux actionnaires pour la confiance sans équivoque qu'ils nous ont portée ;
- à nos clients, aux institutions financières et à nos fournisseurs pour leur collaboration de toujours ;
- à tous les collaborateurs qui, par leurs efforts et leur dévouement, contribuent de manière décisive au succès et au renforcement du groupe Conduril.

Fait à Ermesinde, le 21.02.11

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Etats financiers et annexes

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010

Montants exprimés en EURO

RUBRIQUES	NOTES	31/12/2010	31/12/2009
ACTIF			
Actif non courant :			
Actifs fixes tangibles	3; 7	37.354.953	42.711.157
Actifs incorporels	3; 6	86.754	3.101
Participations financières – autres méthodes	3	732.890	591.490
Actionnaires/associés		2.581	2.293
Actifs par imposition différée		143.985	117.598
		38.321.163	43.425.639
Actif courant :			
Inventaires	3; 10	9.563.398	14.158.895
Clients	3; 18	240.373.554	185.747.053
Clients retenue de garanties	3; 18	10.660.161	7.521.659
Avances aux fournisseurs	3	1.850.913	684.127
État et autres entités publiques	20	12.655.184	6.768.292
Actionnaires/associés		13.005	2.965.272
Autres comptes à recevoir		27.409.903	17.175.382
Frais reportés		2.635.588	2.083.605
Actifs financiers détenus pour négociation		3.350	3.306
Trésorerie et dépôts bancaires	3; 4	17.423.505	22.068.753
		322.588.561	259.176.344
Total de l'actif		360.909.724	302.601.983
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres :			
Capital réalisé		10.000.000	10.000.000
Actions (parts) propres	3	(950.000)	(950.000)
Réserves légales		2.937.268	2.937.116
Autres réserves		63.085.081	37.846.116
Résultats reportés		13.337.719	6.223.043
Ajustements en actifs financiers		(168.705)	(971.723)
Autres variations du capital propre		88.241.363	56.056.275
Résultat net de la période		34.116.397	37.198.726
	3	122.357.760	93.255.001
Intérêts minoritaires		518.660	390.049
Total du capital propre		122.876.420	93.645.050
PASSIF			
Passif non courant :			
Provisions	3; 13	1.579.504	613.704
Financements obtenus	3; 8	13.289.602	14.775.979
Passifs par imposition différée	3	1.902.012	1.881.977
Autres comptes à payer			973.833
		16.771.118	18.245.493
Passif courant :			
Fournisseurs	3	55.489.097	66.044.157
Avances de clients	3	12.800.959	10.536.058
État et autres entités publiques	20	25.906.100	17.317.928
Actionnaires/associés		3.819.551	3.349.940
Financements obtenus	3; 8	6.087.345	2.803.699
Autres comptes à payer		43.206.261	29.554.913
Frais payés d'avance	11	73.793.790	61.013.827
Autres passifs financiers	3; 18	159.083	90.918
		221.262.186	190.711.440
Total du passif		238.033.304	208.956.933
Total du capital propre et du passif		360.909.724	302.601.983

ETAT CONSOLIDE DES RÉSULTATS PAR NATURE

PERIODE CLOSE AU 31 DECEMBRE 2010

Montants exprimés en EURO

RUBRIQUES	NOTES	2010	2009
REVENUS ET DEPENSES			
Ventes et services fournis	3;12;13;20	251.854.837	260.411.302
Bénéfices/pertes imputés de filiales, d'entreprises associées et d'associations d'entreprises			(289.048)
Variations des inventaires de la production		(3.325.574)	(1.022.830)
Production pour l'entité elle-même	3	3.059.319	565.136
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(39.003.652)	(32.107.530)
Fournitures et services externes		(112.724.043)	(128.270.297)
Charges de personnel	19	(37.138.037)	(36.345.335)
Dépréciation d'inventaires (pertes/résorptions)	10	(1.344.486)	(482.834)
Dépréciation de dettes à recevoir (pertes/résorptions)	20	(58.138)	13.514
Provisions (augmentations/réductions)	13	(398.760)	699.254
Augmentations/réductions de juste valeur	18	(68.165)	(90.918)
Autres revenus et gains	14; 20	24.997.647	19.896.843
Autres dépenses et pertes	14; 20	(11.505.103)	(17.595.791)
Résultats avant dépréciations, dépenses de financement et impôts		74.345.845	65.381.466
Dépenses/résorptions de dépréciation et d'amortissement	6; 7	(10.140.675)	(9.074.383)
Dépréciation d'investissements dépréciatifs/amortissables (pertes/résorptions)		120.686	
Résultat opérationnel (avant les frais de financement et impôts)		64.325.856	56.307.083
Intérêts et revenus similaires obtenus	3; 12; 20	1.105.928	653.445
Intérêts et frais similaires supportés	20	(3.599.832)	(1.296.189)
Résultats avant impôts		61.831.952	55.664.339
Impôt sur le revenu de la période	17	(27.637.923)	(18.378.797)
Résultat net de la période		34.194.029	37.285.542

Résultat des activités non continues (net d'impôts) compris dans le RL Période			
--	--	--	--

Résultat net de la période attribuable à :			
Titulaires du capital de l'entreprise-mère		34.116.397	37.198.726
Intérêts minoritaires		77.632	86.816
		34.194.029	37.285.542
Résultat par action de base		17,10	18,64

ETAT CONSOLIDE DE FLUX DE TRÉSORERIE

PERIODE CLOSE AU 31 DECEMBRE 2010

Montants exprimés en EURO

RUBRIQUES	NOTES	PERIODES	
		2010	2009
Flux de trésorerie des activités opérationnelles – méthode directe			
Encaissements de clients		183.769.572	154.191.269
Paiements aux fournisseurs		(131.629.545)	(129.389.421)
Paiements au personnel		(35.457.883)	(34.338.246)
Trésorerie créée par les opérations		16.682.145	(9.536.397)
Paiement/encaissement de l'impôt sur le revenu		(19.297.113)	(10.855.002)
Autres encaissements/paiements		3.708.127	2.395.496
Flux de trésorerie des activités opérationnelles (1)		1.093.160	(17.995.903)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Paiements se rapportant à :			
Actifs fixes tangibles		(2.526.093)	(18.518.640)
Actifs incorporels		0	(1.772)
Investissements financiers		0	(1.522.557)
Autres actifs		0	0
Encaissements provenant de :			
Actifs fixes tangibles		8.798	105.818
Autres actifs		0	0
Intérêts et revenus similaires		443.059	1.325.000
Dividendes		377.432	0
Flux de trésorerie des activités d'investissement (2)		(1.696.804)	(18.612.151)
Flux de trésorerie des activités de financement			
Encaissements provenant de :			
Financements obtenus		39.392.308	11.750.000
Autres opérations de financement		0	0
Paiements se rapportant à :			
Financements obtenus		(38.077.664)	(17.254.988)
Intérêts et dépenses similaires		(1.244.971)	(7.609.784)
Dividendes		(3.600.000)	(3.600.000)
Autres opérations de financement		(511.276)	(1.471.364)
Flux de trésorerie des activités de financement (3)		(4.041.604)	(18.186.136)
Variation de trésorerie et équivalents (1+2+3)		(4.645.248)	(54.794.190)
Effet des différences de change			
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice		22.068.753	76.862.943
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice	4	17.423.505	22.068.753

ETAT CONSOLIDE DES CHANGEMENTS APPORTES AU CAPITAL PROPRE

Demonstração Consolidada das Alterações no Capital Próprio no período de 2009

DESCRICO	NOTAS	Capital Próprio atribuído aos detentores do capital da empresa-mãe										Interesses minoritários	Total do Capital Próprio		
		Capital Realizado	Ações (quotas) próprias	Outros instrumentos de capital próprio	Prêmios de emissão	Reservas legais	Outras Reservas	Resultados Translatados	Ajustamentos em ativos financeiros	Excedentes de reavaliação	Outras variações no capital próprio			Resultado líquido do período	Total
POSICAO EM 1 DE JANEIRO DE 2009	1	10.000.000	(950.000)	0	0	1.534.011	12.066.469	6.217.942	0	5.186.371	0	26.313.429	60.370.222	341.760	60.711.982
Aplicação do resultado do período						1318.000	24.987.429	(263.648)			(263.648)	(263.648)			(263.648)
Primeira adoção de novo referencial contábilístico	2						5.863.371	(422.648)		(5.863.371)		(422.648)			(422.648)
POSICAO EM 1 DE JANEIRO DE 2009 reexpressa		10.000.000	(950.000)	0	0	2.850.011	42.252.269	5.795.294	0	0	0	59.947.574	341.760	60.289.334	
ALTERACOES NO PERIODO	2														
Primeira adoção de novo referencial contábilístico									971.723						
Alterações de políticas contábilísticas										(971.723)					
Diferenças de conversão de demonstrações financeiras							(50.697)								
Realização de excedente de reavaliação de ativos fixos tangíveis e intangíveis						87.105									
Excedentes de reavaliação de ativos fixos tangíveis e intangíveis e respectivas variações															
Ajustamentos por impostos diferidos															
Alteração de perímetro de consolidação							(755.485)	47.197	0						
Outras alterações reconhecidas no capital próprio	2	0	0	0	0	87.105	(806.853)	427.749	971.723	0	(971.723)	3.344.433	3.052.840	(38.527)	3.014.312
RESULTADO LIQUIDO DO PERIODO	3											33.854.588	33.854.588	86.816	33.941.404
RESULTADO INTEGRAL	4 = 2 + 3											36.907.428	36.907.428	48.289	36.955.716
OPERACOES COM DETENTORES DE CAPITAL NO PERIODO															
Realizações de capital															
Realizações de prémios de emissão							(3.600.000)								(3.600.000)
Distribuições															
Entradas para coberturas de perdas															
Outras operações															
POSICAO NO FIM DO PERIODO N-1	5	10.000.000	(950.000)	0	0	2.937.116	37.846.116	6.223.043	971.723	0	(971.723)	37.988.726	93.255.002	390.049	93.645.050
6 = 1 + 2 + 3 + 5															

Demonstração Consolidada das Alterações no Capital Próprio no período de 2010

DESCRICO	NOTAS	Capital Próprio atribuído aos detentores do capital da empresa-mãe										Interesses minoritários	Total do Capital Próprio		
		Capital Realizado	Ações (quotas) próprias	Prestações suplementares e outros instrumentos de capital próprio	Prêmios de emissão	Reservas legais	Outras Reservas	Resultados Translatados	Ajustamentos em ativos financeiros	Excedentes de reavaliação	Outras variações no capital próprio			Resultado líquido do período	Total
POSICAO EM 1 DE JANEIRO DE 2010	6	10.000.000	(950.000)	0	0	2.937.116	37.846.116	6.223.043	971.723	0	(971.723)	37.988.726	93.255.002	390.049	93.645.050
Aplicação do resultado do período							37.988.726	(37.988.726)				(37.988.726)			
POSICAO EM 1 DE JANEIRO DE 2010 após aplicação dos resultados		10.000.000	(950.000)	0	0	2.937.116	75.044.842	6.223.043	971.723	0	(971.723)	0	93.255.002	390.049	93.645.050
ALTERACOES NO PERIODO															
Primeira adoção de novo referencial contábilístico															
Alterações de políticas contábilísticas															
Diferenças de conversão de demonstrações financeiras						62	(3.344.159)	169.822	(971.723)		803.019		(1893.530)	0	(1893.530)
Realização do excedente de reavaliação de ativos fixos tangíveis e intangíveis															
Excedentes de reavaliação de ativos fixos tangíveis e intangíveis e respectivas variações															
Ajustamentos por impostos diferidos															
Alteração de perímetro de consolidação							(505.623)	479.891	0						
Outras alterações reconhecidas no capital próprio	7	0	0	0	0	152	(8.359.761)	7.114.676	(971.723)	0	803.019	0	(1413.638)	50.979	(1362.659)
RESULTADO LIQUIDO DO PERIODO	8											34.116.397	34.116.397	77.632	34.894.029
RESULTADO INTEGRAL	9 = 7 + 8											34.116.397	34.116.397	128.611	32.831.370
OPERACOES COM DETENTORES DE CAPITAL NO PERIODO															
Realizações de capital															
Realizações de prémios de emissão															
Distribuições															(3.600.000)
Entradas para coberturas de perdas															
Outras operações															
POSICAO NO FIM DO PERIODO N	10	10.000.000	(950.000)	0	0	2.937.268	63.065.081	13.337.719	0	0	(68.705)	34.116.397	92.357.760	518.660	122.876.420
6 + 7 + 8 + 10															

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DECEMBRE 2010

(Montants exprimés en euros)

1. Identification de l'Entité

CONDURIL ENGENHARIA, S.A., précédemment désignée Conduril – Construtora Duriense, S.A. (« CONDURIL » ou « Entreprise ») est une société anonyme constituée le 14 février 1959, dont le siège social se situe à Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 – 4445-416 Ermesinde – Valongo, Portugal, et les entreprises à participation publique (« Groupe ») ont comme principale activité des chantiers publics ou particuliers et tous les travaux se rapportant à l'exercice de ladite activité.

2. Référentiel comptable de préparation des états financiers

2.1 Les présents états financiers ont été préparés en supposant la continuité d'opérations, à partir des registres comptables de l'Entreprise et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, régit par les dispositions législatives suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009 du 13 juillet (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté n° 986/2009 du 7 septembre (Modèles d'états financiers) ;
- Avertissement n° 15652/2009 du 7 septembre (Structure conceptuelle) ;
- Avertissement n° 15655/2009 du 7 septembre (Normes comptables et d'informations financières) ;
- Arrêté n° 1011/2009 du 9 septembre (Code de comptes).

2.2 Indication et commentaire des comptes du bilan et de l'état des résultats dont les contenus ne peuvent être comparés à ceux de l'exercice précédent :

Les sommes concernant la période close au 31 décembre 2009 et comprises dans les présents états financiers pour des effets de comparaison, sont présentées conformément au modèle découlant des changements apportés par les dispositions législatives suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009 du 13 juillet (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté n° 986/2009 du 7 septembre (Modèles d'états financiers) ;
- Avertissement n° 15652/2009 du 7 septembre (Structure conceptuelle) ;
- Avertissement n° 15655/2009 du 7 septembre (Normes comptables et d'informations financières) ;
- Arrêté n° 1011/2009 du 9 septembre (Code de comptes).

2.3 Adoption, pour la première fois, des NCRF - divulgation transitoire :

- a) Manière dont la transition des PCGA précédents en NCRF a affecté la position financière, la performance financière et les flux de trésorerie rapportés :

Jusqu'au 31 décembre 2009, l'Entreprise a rédigé, approuvé et publié des états financiers pour les effets de respect de la législation commerciale en vigueur, et ce conformément aux principes de comptabilité généralement acceptés au Portugal. Au 31 décembre 2009, le bilan et l'état des résultats présentés pour les effets de comparaison ont été ajustés de sorte à être en conformité avec les NCRF. Les ajustements effectués, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2009 (date de la transition), ont été réalisés conformément aux dispositions de la NCRF 3 – Adoption, pour la première fois, des normes comptables et de rapport financier.

Les effets des ajustements associés à l'adoption des NCRF, rapportés le 1^{er} janvier 2009, ont été inscrits en tant que résultats reportés, tel qu'établi par la NCRF 3. Les principaux impacts découlant de l'adoption (pour la première fois) des NCRF sont les suivants :

- Reconnaissance de profit se rapportant aux contrats de construction des entreprises du Mozambique ;
 - *Goodwill* – conformément à la NCRF 12 – Dépréciation d'actifs, le *goodwill* n'est pas amorti. Par conséquent, il est assujéti à des tests annuels de dépréciation. L'entreprise a appliqué la NCRF 12 de manière prospective à partir de la date de transition. De ce fait, les amortissements pratiqués, s'élevant à 57.810 Euros, ont été annulés à partir du 1^{er} janvier 2009. D'autre part, le montant du *goodwill* découlant de l'acquisition de l'entreprise Edirio - Construções, S.A. à la période close en 2009 s'élève à 289.048 Euros, a été soumis à une reconnaissance intégrale de dépréciation. Ainsi, la perte respective a été reconnue en tant que dépense de la période 2009 pour des effets de comparaison ;
 - Instruments financiers – conformément à la NCRF 27 – Instruments financiers, l'Entreprise devra reconnaître un actif ou un passif financier lorsqu'il fera partie des dispositions contractuelles de l'instrument ; l'Entreprise a appliqué la NCRF 27 de manière prospective à partir de la date de transition, ayant reconnu la juste valeur de swaps de taux d'intérêt, établis par contrat au cours de la période close en 2009 et s'élevant à 90.918 Euros (passif financier) ;
 - Résultats extraordinaires – les NCRF ne tiennent pas compte des coûts ni des bénéfices extraordinaires. Par conséquent, les valeurs présentées aux rubriques extraordinaires des états des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre ont été reclassées en fonction des natures respectives ;
 - Présentation des Intérêts minoritaires dans les Capitaux propres ; et
 - Correction de la valeur comptable des actifs tangibles.
- b) Réconciliation du capital propre rapporté conformément aux PCGA précédents au capital propre conformément aux NCRF, entre la date de transition vers les NCRF et la fin de la dernière période présentée dans les états financiers annuels les plus récents, élaborés conformément aux PCGA précédents :

	<u>31.12.2009</u>
Capital propre – POC	90.333.511
Ajustements de transition	2.921.490
Présentation d'Intérêts minoritaires	390.049
	<u>93.645.050</u>
Ajustements de la période en résultats :	
Profit de contrats de construction	3.741.436
Provision pour garanties aux clients	(106.106)
<i>Goodwill</i> : dépréciation	(231.238)
Instruments financiers – Swaps de taux d'intérêt	(90.918)
Impôts différés	28.118
Actifs tangibles	2.846
	<u>3.344.138</u>
Ajustements de la période en capital propre :	
Présentation d'Intérêts minoritaires	390.049
Profit de contrats de construction	(164.874)
Provision pour garanties aux clients	(248.180)
Correction des dépréciations d'actifs tangibles	(9.593)
	<u>(32.598)</u>
CAPITAL PROPRE - SNC	<u>93.645.050</u>

- c) Réconciliation du résultat rapporté conformément aux PCGA précédents, concernant la dernière période des états financiers annuels les plus récents, présentant un résultat conforme aux NCRF concernant la même période :

	<u>31.12.2009</u>
Résultat net consolidé de l'exercice – POC	33.854.588
Profit de contrats de construction	3.741.436
Provisions pour garanties aux clients	(106.106)
<i>Goodwill</i> : dépréciation	(231.238)
Instruments financiers – Swaps de taux d'intérêt	(90.918)
Impôts différés	28.118
Actifs tangibles	2.846
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE LA PERIODE – SNC	<u>37.198.726</u>

- d) Distinction, dans les réconciliations des alinéas b) et c), entre correction d'erreurs commises selon les PCGA précédents (si applicable) et les changements apportés aux politiques comptables.

Le montant figurant dans la réconciliation entre les PCGA précédents et les NCRF découle d'un changement de politique comptable entre les deux normatifs mentionnés.

- e) Les premiers états financiers conformes aux NCRF sont ceux présentés.

3. Principales politiques comptables

3.1 Bases de mesure employées dans la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés en admettant la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de la société, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal (NCRF).

a) Principes de consolidation

Les principes de consolidations adoptés par le Groupe pour la préparation de ses états financiers consolidés sont les suivants :

i. Investissements dans des filiales

Les participations financières dans des sociétés au sein desquelles le Groupe détiendrait, directement ou indirectement, plus de 50% des droits de vote en Assemblée-générale d'actionnaires ou détenant le pouvoir de contrôler ses politiques financières et opérationnelles (définition de contrôle utilisée par le Groupe) sont comprises dans les états financiers consolidés par la méthode de consolidation intégrale. Le capital propre et le résultat net de ces sociétés, correspondant à la participation de tierces personnes, sont présentés à part dans le bilan consolidé et dans l'état des résultats consolidé sous les rubriques « Intérêts minoritaires ».

Lorsque les préjudices attribuables aux actionnaires minoritaires sont supérieurs à l'intérêt minoritaire du capital propre de la filiale, le Groupe absorbe cet excédent et tout préjudice supplémentaire, excepté lorsque les actionnaires minoritaires sont tenus et capables de couvrir lesdits préjudices. Si la filiale rapporte des bénéfices, le Groupe se les appropriera jusqu'à ce que la partie minoritaire des préjudices qu'il aura absorbé ait été récupérée.

Les résultats des filiales acquises ou vendues au cours de la période sont compris dans les états des résultats depuis leur date d'acquisition ou jusqu'à la date de leur vente, respectivement.

A chaque fois que cela s'avérera nécessaire, les états financiers des filiales seront ajustés afin d'adapter leurs politiques comptables à celles du Groupe. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués parmi les entreprises du Groupe sont éliminés lors du processus de consolidation.

Pour les cas où le Groupe détiendrait, en substance, le contrôle d'autres entités créées avec une fin spécifique (« Entités aux finalités spéciales »), celles-ci sont consolidées au moyen de la méthode de consolidation intégrale, pour autant qu'il ne détienne pas, directement ou indirectement, de participations de capital.

ii. Investissements dans des entreprises associées

Les investissements financiers dans des entreprises associées (le Groupe considère qu'il s'agit des entreprises au sein desquelles il exerce une influence considérable, bien qu'il ne contrôle pas ou détienne le contrôle conjoint par le biais de la participation dans les décisions financières et opérationnelles de l'entreprise – il s'agit notamment d'investissements représentant entre 20 et 50% du capital d'une entreprise) sont enregistrés au moyen de la méthode de la mise en équivalence.

Conformément à la méthode de mise en équivalence, les investissements financiers dans des entreprises associées sont d'abord comptabilisés en fonction du coût d'acquisition. Celui-ci est majoré ou déduit de la valeur proportionnelle des capitaux propres de ces entreprises, rapportés à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de mise en équivalence. Par la suite, les participations financières sont ajustées tous les ans en fonction de la valeur correspondant à la participation des résultats nets des entreprises associées par contrepartie de gains ou des pertes de la période. Outre cela, les dividendes de ces entreprises sont enregistrés comme une réduction de la valeur de l'investissement. D'autre part, le montant proportionnel des variations des capitaux propres est enregistré en tant que variation du capital propre du Groupe.

S'ils sont positifs à la date d'acquisition, les écarts entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise associée sont reconnus en tant que *Goodwill*. Néanmoins, si ces écarts sont négatifs, suite à une nouvelle confirmation de la juste valeur attribuée, ils sont enregistrés en tant que gain de la période sous la rubrique « Autres revenus et gains ».

En cas de signes de dépréciation de l'actif, on procède alors à une évaluation des investissements au sein d'entreprises associées. Ainsi, les pertes par dépréciation seront enregistrées en tant que coût. Lorsqu'il n'y aura plus de pertes par dépréciation reconnues pour des périodes précédentes, elles feront l'objet de résorption.

Lorsque la proportion du Groupe dans les préjudices accumulés de la société associée est supérieure à la valeur comptable de l'investissement, celui-ci est reporté en tant que valeur nulle, sauf si le Groupe a assumé des engagements envers la société associée. Dans ce cas, il enregistrera une provision pour faire face auxdites obligations.

Les gains non réalisés en transactions avec les entreprises associées sont éliminés proportionnellement à l'intérêt que le Groupe porte à ladite entreprise, en contrepartie de l'investissement qui y aura été réalisé. Les pertes non réalisées sont éliminées de la même manière, mais seulement jusqu'au point où la perte ne met pas en évidence la situation de dépréciation de l'actif transféré.

iii. Entités contrôlées conjointement

Les intérêts financiers dans des entreprises/entités contrôlées conjointement ont été consolidés dans les états financiers ci-joints, au moyen de la méthode de consolidation proportionnelle depuis la date du contrôle conjoint. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les pertes et les gains de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, rubrique par rubrique, dans la proportion du contrôle attribuable au Groupe.

Le classement des intérêts financiers détenus dans des entreprises/entités contrôlées conjointement est déterminé en se reposant sur :

- les accords para-sociaux qui règlementent le contrôle conjoint ;
- le pourcentage effectif de détention ;
- les droits de vote détenus.

Tout écart de consolidation créé lors de l'acquisition d'une entreprise/entité contrôlée conjointement est enregistré conformément aux politiques comptables définies pour les filiales. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués parmi les entreprises contrôlées conjointement sont éliminés dans la proportion du contrôle attribuable au Groupe.

iv. Goodwill

Une évaluation concernant la récupérabilité de la valeur nette du *goodwill* sera effectuée lors du bilan. Ainsi, une perte par dépréciation sera toujours reconnue lorsque la valeur comptable du *goodwill* sera supérieure à celle du montant récupérable. La valeur du *goodwill* n'est pas amortie. Le gain ou la perte dans l'aliénation d'une entité comprend la valeur comptable du *goodwill* concernant ladite entité, excepté lorsque l'affaire à laquelle ledit *goodwill* est associée continue à créer des bénéfices pour l'Entreprise. Les pertes de dépréciation concernant le *goodwill* ne sont pas réversibles. Ainsi, elles sont enregistrées dans l'état des résultats de la période sous la rubrique « Dépréciation d'investissements non dépréciatifs/amortissables (pertes/résorptions) ». Les pertes par dépréciation concernant le *goodwill* ne sont pas réversibles.

S'ils sont négatifs à la date d'acquisition, les écarts entre le coût d'acquisition des investissements dans des filiales et entreprises associées et la juste valeur des actifs et passifs identifiables (y compris les passifs contingents) de ces entreprises sont reconnus comme profit à la date d'acquisition, après la nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables.

Une évaluation concernant la récupérabilité de la valeur nette du *goodwill* sera effectuée lors du bilan. Ainsi, une perte par dépréciation sera toujours reconnue lorsque la valeur comptable du *goodwill* sera supérieure à celle du montant récupérable. Le gain ou la perte dans l'aliénation d'une entité comprend la valeur comptable du *goodwill* concernant ladite entité, excepté lorsque l'affaire à laquelle ledit *goodwill* est associée continue à créer des bénéfices pour l'Entreprise. Les pertes de dépréciation concernant le *goodwill* ne sont pas réversibles.

v. Conversion d'états financiers de filiales exprimés en monnaie étrangère

Les actifs et passifs des états financiers d'entités étrangères comprises dans la consolidation sont convertis en Euros en ayant recours au taux de change à la date du bilan. De même, les gains et les pertes sont convertis au moyen des taux de change moyens. La différence de change qui en découle est enregistrée sous la rubrique de capitaux propres « Autres variations du capital propre ».

La valeur du *goodwill* et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité et convertis en Euro conformément au taux de change en vigueur à la fin de la période. A chaque fois qu'une entité étrangère est aliénée, la différence de change accumulée est reconnue dans l'état des résultats comme un gain ou une perte d'aliénation.

b) Actifs incorporels

Les actifs incorporels, qui comprennent surtout les programmes informatiques, sont enregistrés au coût d'acquisition, déduit d'éventuelles pertes de dépréciation et des amortissements accumulés. Ces actifs sont amortis à partir de la conclusion ou de l'utilisation des actifs sous-jacents, par la méthode de la ligne droite, pour une période de 3 ans.

Les actifs incorporels ne sont reconnus que lorsqu'un bénéfice économique futur pourra en découler pour le Groupe, contrôlable par l'Entreprise et pouvant être facilement mesuré.

Les frais de développement par rapport auxquels le Groupe fait part d'une capacité pour compléter son développement et démarrer sa commercialisation et/ou utilise et à propos desquels il est probable que l'actif créé doive provoquer des bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les frais de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés en tant que frais au cours de la période pendant laquelle ils sont subis.

Les plus ou moins-values découlant de la vente ou du déclassement de ces actifs sont déterminées en tant qu'écart entre le prix de vente et la valeur nette comptable à la date d'aliénation/déclassement. Ainsi, elles sont enregistrées par la valeur nette de l'état des résultats sous « Autres revenus et gains » ou « Autres gains et pertes ».

c) Actifs fixes tangibles

Les actifs fixes tangibles acquis jusqu'au 1^{er} janvier 2009 sont enregistrés au coût présumé, ce qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué conformément aux principes généralement acceptés au Portugal jusqu'à cette date, déduit des dépréciations accumulées et des pertes par dépréciation.

Les actifs fixes tangibles acquis après cette date sont enregistrés au coût d'acquisition, déduit des dépréciations correspondantes et des pertes par dépréciation accumulées.

Les dépréciations sont calculées après le début d'utilisation des biens, au moyen de la méthode de la ligne droite, sur une base annuelle, conformément aux vies utiles estimées suivantes :

	<u>Années</u>
Bâtiments et autres constructions	20 – 25
Équipement de base	3 – 10
Équipement de transport	4 – 6
Équipement administratif	3 – 10
Autres actifs fixes tangibles	3 – 10

Les coûts de maintenance et de réparation n'augmentant pas la vie utile de ces actifs fixes sont enregistrés en tant que frais de la période à laquelle ils correspondent. Les coûts se rapportant à de grandes réparations et rénovations sont compris dans la valeur comptable de l'actif à chaque fois que celui-ci peut conduire à des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les actifs fixes tangibles en cours représentent l'actif encore en phase de construction. De même, ils sont enregistrés au coût d'acquisition déduit d'éventuelles pertes de dépréciation. Ces actifs sont dépréciés à partir du moment où ils sont utilisés.

Les plus ou moins-values découlant de la vente ou du déclassement de ces actifs sont déterminées en tant qu'écart entre le prix de vente et la valeur nette comptable à la date d'aliénation/déclassement. Ainsi, elles sont enregistrées par la valeur nette de l'état des résultats sous « Autres revenus et gains » ou « Autres gains et pertes ».

d) Locations

Les locations sont classées financières ou opérationnelles en fonction de la substance et non de la forme du contrat. Les contrats de location où le Groupe agit en tant que locataire sont classés comme des locations financières si, par le biais de ceux-ci, tous les risques et avantages inhérents à la possession sont substantiellement transférés. De même, ils sont classés comme locations opérationnelles lorsque, par le biais des contrats, tous les risques et avantages inhérents à la propriété ne sont pas substantiellement transférés.

D'après cette méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif sous la rubrique « Financements obtenus » et les intérêts compris dans la valeur des rentes et la réintégration de l'actif sont enregistrés en tant que dépense dans l'état des résultats de la période qu'ils concernent.

En ce qui concerne les locations considérées comme étant opérationnelles, les rentes dues sont reconnues comme dépense dans l'état des résultats, dans une base linéaire, pendant la période du contrat de location.

e) Dépréciation des actifs non courants (excepté le *goodwill*)

A chaque fois qu'un événement ou un changement sera identifié dans des circonstances indiquant que le montant auquel l'actif est enregistré ne peut être récupéré, une évaluation de dépréciation sera effectuée en se rapportant à la fin de chaque période.

A chaque fois que le montant auquel l'actif est enregistré est supérieur à sa somme récupérable, une perte par dépréciation sera reconnue, enregistrée comme un frais dans la rubrique « Dépréciation d'actifs dépréciatifs ». La somme récupérable est celle plus élevée du prix de vente net et de la valeur d'utilisation. Le prix de vente net est le montant que l'on obtiendrait avec l'aliénation de l'actif dans une transaction entre entités indépendantes et expérimentées, déduit des coûts directement attribuables à l'aliénation. La valeur d'utilisation est celle présente des flux de trésorerie futurs estimés auxquels l'on s'attend suite à l'utilisation continue de l'actif et de son aliénation à la fin de sa vie utile. La somme récupérable est estimée individuellement pour chaque actif. Au cas où cela ne serait pas possible, elle sera estimée pour l'unité créant les flux de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Après la reconnaissance d'une perte par dépréciation, la charge de l'amortissement/dépréciation de l'actif est ajustée aux périodes futures pour imputer la somme comptable revue de l'actif, moins sa valeur résiduelle (le cas échéant) sur une base systématique, au long de sa vie utile restante.

La résorption de pertes par dépréciation reconnues à des périodes précédentes est enregistrée lorsque l'on conclut qu'il n'y a plus de pertes par dépréciation, ou qu'elles sont moins considérables. Cette analyse est effectuée à chaque fois qu'il y a des signes de résorption de la perte de dépréciation précédemment reconnue. La résorption des pertes par dépréciation est reconnue comme un revenu dans l'état des résultats. Toutefois, la résorption de la perte par dépréciation est effectuée jusqu'à la limite de la somme reconnue (nette d'amortissement ou de dépréciation) au cas où la perte par dépréciation n'aurait pas précédemment été enregistrée.

f) Coûts d'emprunts obtenus

Conformément au régime de rallonge, les charges financières se rapportant aux emprunts sont reconnues comme étant des frais, et ce même pour les cas où elles sont directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif dont le temps pour être prêt à l'emploi souhaité soit considérable. Dans ce cas, les frais pourraient être capitalisés jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible pour son utilisation ou sa vente soient conclues.

g) Inventaires

Les marchandises et les matières-premières, les filiales et consommables sont mis en valeur au coût d'acquisition ou au prix du marché, au cas où celui-ci serait inférieur (utilisation du coût moyen en tant que méthode de comptabilité). Le prix du marché se rapporte au montant réalisable net ou au coût de rétablissement.

Les produits manufacturés et semi-manufacturés, les sous-produits et les produits, ainsi que les travaux en cours, sont mis en valeur au coût de production (comprenant le coût des matières-premières intégrées, la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché au cas où celui-ci serait inférieur. Le prix de marché se rapporte à la valeur réalisable nette.

Pour les cas où le prix de marché est inférieur au coût d'acquisition, on reconnaît des pertes par dépréciation.

h) Instruments financiers

i. Investissements

Les investissements dans d'autres entreprises sont enregistrés au coût d'acquisition ou, en cas d'emprunts concédés, à la valeur nominale. En cas de signes de dépréciation de l'actif, on procède alors à une évaluation des investissements. Ainsi, les pertes de dépréciation seront enregistrées en tant que coût. Les revenus découlant d'investissements financiers (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans l'état des résultats de la période où la distribution est décidée et annoncée.

ii. Dettes de tiers

Les dettes de tierces personnes sont enregistrées à la valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes par dépréciation, reconnues dans la rubrique « Dépréciation de dettes à recevoir (pertes/résorptions) » afin de réfléchir la valeur réalisable nette.

Les pertes par dépréciation sont enregistrées à la suite de la survenue d'événements indiquant, de manière objective et quantifiable, que l'intégralité ou une partie du solde dû ne sera pas reçue. Pour cela, le Groupe tient compte de l'information du marché prouvant que le client ne respecte pas ses responsabilités, ainsi que l'information historique des soldes échus et non reçus.

Les pertes par dépréciation reconnues correspondent à l'écart entre le montant comptable du solde à recevoir et l'actuelle valeur respective des flux de trésorerie futurs estimés, déduit au taux d'intérêt effectif initial. Ainsi, pour les cas de prévision d'encaissement sous un délai inférieur à un an, ledit taux d'intérêt est considéré comme étant nul.

iii. Emprunts

Les emprunts sont enregistrés dans le passif à leur valeur nominale, déduite des coûts de transaction directement attribuables à l'émission desdits passifs. Les charges financières sont calculées conformément au taux d'intérêt effectif et comptabilisés dans l'état des résultats de la période, conformément au régime de rallonge.

iv. Fournisseurs et dettes envers des tiers

Les dettes de fournisseurs ou toute autre tierce personne ne sont pas majorées d'intérêts. Ainsi, elles sont donc enregistrées à leur valeur nominale.

v. Passifs financiers et instruments de capital propre.

Les passifs financiers et les instruments de capital propre sont classés conformément à la teneur contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils assument.

Un instrument financier est classé comme passif financier lorsqu'il y a une obligation contractuelle de liquidation à effectuer au moyen de la remise d'argent ou d'un autre actif financier, et ce indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont d'abord enregistrés à leur juste valeur, déduite des coûts de transaction subis et, par conséquent, du coût amorti, en se reposant sur la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme instrument de capital lorsqu'il n'y a aucune obligation contractuelle de liquidation au moyen de la remise d'argent ou de tout autre actif financier, et ce indépendamment de sa forme légale, mettant en évidence un intérêt résiduel des actifs d'une entité suite à la déduction de tous ses passifs.

Les coûts directement attribuables à l'émission d'instruments de capital sont enregistrés en contrepartie du capital propre comme une déduction de la valeur d'émission. Les valeurs versées et perçues pour les achats et ventes d'instruments de capital sont enregistrées dans le capital propre, nets des coûts de transaction.

Lorsqu'elles sont déclarées, les distributions effectuées pour le compte d'instruments de capital sont déduites du capital propre en tant que dividendes.

vi. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition avec un déclassé du capital propre. Les gains et pertes inhérents à l'aliénation des actions propres sont enregistrés dans la rubrique « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de la période.

vii. Effets escomptés et comptes à recevoir cédés en « Factoring »

Le Groupe ne reconnaît pas les actifs financiers dans ses états financiers uniquement lorsque le droit contractuel aux flux de trésorerie inhérents à ces actifs a déjà expiré, ou lorsque l'Entreprise transfère substantiellement à une tierce entité tous les risques et bénéfices inhérents à la propriété de ces actifs. Si l'Entreprise retient substantiellement les risques et bénéfices inhérents à la propriété desdits actifs, elle continue à les reconnaître dans ses états financiers. Ainsi, elle enregistrera la contrepartie monétaire des actifs cédés dans la rubrique « Financements obtenus ».

Par conséquent, les soldes de clients ayant des titres par effets escomptés et non échus et les comptes à recevoir cédés en *factoring* à la date de chaque bilan, excepté les opérations de « Factoring sans ressource » sont reconnus dans les états financiers de l'Entreprise, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement respectif.

viii. Trésorerie et équivalents

Les montants compris dans la rubrique « Trésorerie et équivalents » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts bancaires, aux dépôts à terme et à d'autres applications de trésorerie, arrivant à échéance en moins de trois mois et pouvant être immédiatement mobilisables sans risque considérable de changement de valeur.

i) Provisions, passifs contingents et actifs contingents

Les provisions ne sont reconnues que lorsqu'il y a une obligation (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, probable pour que la résolution de cette obligation mène à un débours de ressources, permettant l'estimation raisonnable du montant de l'obligation. Les provisions sont revues à la date de chaque bilan et ajustées afin de réfléchir la meilleure estimative à cette date. Les provisions pour coûts de restructuration sont reconnues à chaque fois qu'il y a un plan formel et détaillé de restructuration, et lorsque celui-ci aura été communiqué aux parties impliquées.

Le Groupe définit les passifs contingents comme : (i) obligations possibles à la suite d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenue, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs, incertains et n'étant pas sous le contrôle exclusif de l'entreprise ; ou (ii) obligations présentes découlant d'événements passés mais non reconnues parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources intégrant des bénéfices économiques soit nécessaire pour liquider l'obligation, ou bien la somme de l'obligation ne peut être mesurée avec suffisamment de fiabilité.

Les actifs contingents découlent normalement d'événements non planifiés ou d'autres événements escomptés qui conduiront à une entrée de bénéfices économiques possible. Le Groupe ne reconnaît pas les actifs contingents dans ses états financiers. Il ne procède qu'à leur divulgation s'il considère que les bénéfices économiques qui en découlent pour l'Entreprise sont probables. Lorsque la réalisation du bénéfice est virtuellement correcte, l'actif n'est pas contingent et la reconnaissance est appropriée.

j) Régularisation économique

Les dépenses et revenus sont enregistrés à la période à laquelle ils se rapportent, et ce indépendamment du paiement ou de l'encaissement, conformément au régime de ralonge. Les écarts entre les sommes perçues et versées et les recettes et les frais créés correspondants sont inscrits dans les rubriques « Autres comptes à recevoir et à payer » ou « Frais payés à l'avance. »

k) Impôts sur le revenu de la période

Les impôts sur le revenu inscrits dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. L'impôt courant sur le revenu est calculé en se reposant sur les résultats d'imposition des Entreprises comprises dans la consolidation, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés se rapportent aux écarts temporaires entre les montants des actifs et des passifs pour effets de registre comptable et les montants respectifs pour les effets d'imposition, ainsi que ceux découlant de bénéfices fiscaux obtenus et d'écarts temporaires entre le résultat fiscal et comptable. L'impôt est reconnu dans l'état des résultats, excepté lorsqu'il est associé aux éléments mouvementés en capitaux propres. De ce fait, cela implique leur reconnaissance en capitaux propres.

Les actifs et passifs par impôts différés sont calculés et périodiquement évalués en ayant recours aux taux d'imposition qui seront en vigueur à la date de résorption des écarts temporaires.

Les impôts différés sont calculés conformément à la méthode du passif, en se reposant sur le bilan, sur les écarts temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date du bilan, dans chaque juridiction et dont l'on attend l'application lors de la résorption des écarts temporaires.

Les impôts différés passifs sont reconnus pour tous les écarts temporaires d'imposition (excepté le *goodwill* non déductible pour les effets fiscaux), des écarts découlant de la reconnaissance initiale d'actifs et de passifs n'affectant pas le bénéfice comptable ni fiscal et des écarts se rapportant aux investissements dans des filiales, dans la mesure où la résorption future ne peut être prouvée. Les actifs par impôts différés sont reconnus, lorsque l'existence de bénéfices d'imposition futurs est probable et absorbant les écarts temporaires déductibles pour les effets fiscaux.

Les actifs par impôts différés ne sont inscrits que lorsqu'il y a des attentes raisonnables de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Tous les ans, nous procédons à une nouvelle évaluation des écarts temporaires sous-jacents aux actifs par impôts différés, afin de les reconnaître ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de récupération future.

l) Actifs non courants détenus pour la vente

Les actifs non courants sont classés comme détenus pour la vente si la valeur de bilan respective est réalisable par le biais d'une transaction de vente, plutôt qu'au moyen de son utilisation continue. On considère que cette situation n'a lieu que lorsque : (i) la vente est probable et l'actif est disponible pour une vente immédiate dans les conditions actuelles ; (ii) la gestion est engagée sur un plan de vente ; et, (iii) lorsque l'on s'attend à ce que la vente se réalise dans une période de douze mois.

Les actifs non courants classés comme détenus pour vente sont mesurés à la moindre valeur entre la somme comptable et la juste valeur respective des coûts attendus de la vente.

m) Subventions gouvernementales ou d'autres entités publiques

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou de subventions à l'exploitation sont inscrites dans la rubrique « Autres bénéfiques opérationnels » de l'état des résultats de la période de réalisation de ces programmes, et ce indépendamment de la date d'encaissement, à moins qu'elles puissent être ultérieurement perçues. Il s'agira alors d'un revenu de cette même période.

Les subventions non remboursables se rapportant aux actifs sont inscrites dans le bilan sous « Autres variations du capital propre » et reconnues dans l'état des résultats dans la proportion des réintégrations des actifs subventionnés à chaque période.

n) Compléments de retraite

L'Entreprise a assumé des engagements quant au fait de concéder à ses employés des prestations pécuniaires à titre de compléments de pensions retraite par vieillesse ou invalidité. Pour couvrir ces responsabilités, l'Entreprise a souscrit à un Fonds de pensions au bénéfice défini, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont inscrites en conformité avec la NCRF 28 – « Bénéfices des employés ».

Les responsabilités actuarielles sont calculées conformément au « Projected Unit Credit Method », en utilisant les conditions actuarielles et financières préalables considérées comme étant adéquates.

o) Profit

Le Groupe reconnaît les résultats des ouvrages, contrat par contrat, conformément à la méthode du pourcentage de finition. Ce dernier est considéré comme étant la relation entre les coûts subis dans chaque ouvrage jusqu'à une certaine date et la somme de ces coûts avec les coûts estimés pour conclure l'ouvrage. Les écarts obtenus entre les valeurs découlant de l'application du degré de finition aux profits estimés et les valeurs facturées sont compris dans les rubriques « Autres comptes à recevoir » et « Frais payés à l'avance ».

Les variations constatées dans les travaux par rapport à la somme de profit convenue dans le contrat sont reconnues comme le résultat de la période lorsqu'il est probable que le client approuve la somme de profit découlant de la variation et que cette dernière puisse être mesurée en toute fiabilité.

Les réclamations de remboursement de coûts non compris dans le prix du contrat sont comprises dans le profit du contrat lorsque les négociations sont à un stade avancé, de sorte à ce qu'il soit probable que le client accepte la réclamation et qu'il soit possible de la mesurer en toute fiabilité.

Pour répondre aux coûts à supporter pendant la période de garantie des travaux, le Groupe reconnaît annuellement un passif pour faire face à cette obligation légale. Celle-ci est évaluée en tenant compte du volume de production annuelle et de l'historique de coûts supportés par le passé concernant les ouvrages pendant la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les coûts totaux prévus dans le contrat de construction dépassent les profits qui y sont définis, la perte escomptée est immédiatement reconnue dans l'état des résultats de la période.

Les dividendes sont reconnus comme étant des gains dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle leur attribution aura été décidée.

p) Production pour l'entité elle-même

La production pour l'entité elle-même correspond aux ouvrages de construction et d'aménagement, exécutés par les entreprises du Groupe. Cela correspond également à de grandes réparations d'équipements, y compris les frais de matériaux, de main-d'œuvre directe, ainsi que les frais généraux.

Ces coûts ne font l'objet de capitalisation que lorsque les actifs développés sont identifiables, lorsqu'il y a une forte probabilité que les actifs créent des bénéfices économiques futurs, tout en les mesurant de manière fiable.

q) Evénements subséquents

Les événements survenus après la date du bilan stimulant des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions existantes lors du bilan (« événement donnant lieu à des ajustements ») sont réfléchis dans les états financiers consolidés. Les événements après la date du bilan indiquant les conditions survenues après la date du bilan (« événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque matérielles, sont divulgués dans l'annexe des états financiers.

r) Jugements et estimatives

Lors de la préparation des états financiers, le Conseil d'administration s'est reposé sur la meilleure connaissance et l'expérience d'événements du passé et/ou courant, en tenant compte de certaines conditions préalables concernant des événements futurs.

Les estimatives comptables plus considérables réfléchies dans les états financiers des périodes closes au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010 comprennent :

- Vies utiles des actifs tangibles, notamment des bâtiments ;
- Registre de provisions et pertes de dépréciation ;
- Reconnaissance de profits dans des ouvrages en cours.
- Reconnaissance de la valeur présente des responsabilités avec bénéfices de retraite
- Évaluation de la juste valeur des instruments financiers

Les estimatives ont été déterminées en se reposant sur la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Toutefois, il pourra y avoir des situations en périodes subséquentes qui, n'étant pas prévisibles à jour, n'ont pas été considérées dans ces estimatives. Les changements apportés à ces estimatives survenant après la date des états financiers seront corrigés en résultats, de manière prospective, conformément aux dispositions de la NCRF 4.

3.2 Autres politiques comptables pertinentes

a) Résultats par actions

Les résultats par actions de base sont calculés en divisant le bénéfice individuel attribuable par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant ladite période, excepté le nombre d'actions propres détenues.

b) Monnaie étrangère

Tous les actifs et passifs exprimés en monnaie étrangère sont convertis en monnaie de présentation fonctionnelle, en utilisant les cotes officielles en vigueur à la date de rapport. Les écarts de change, favorables ou défavorables, dus aux différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et celles en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à celle du bilan, ont été enregistrés comme gains et pertes dans l'état des résultats de la période.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, les actifs et passifs des états financiers des entités étrangères sont convertis en Euro en utilisant les taux de change à la date du bilan. Les gains et les pertes. L'écart de change qui en découle est inscrit dans le Capital propre sous la rubrique « Autres variations du capital propre – Ecart de conversion d'états financiers ». Lors de l'aliénation de ces entités étrangères, les différences de conversion de change accumulées sont inscrites dans l'état des résultats de la période.

Les écarts de change associés à des comptes à recevoir/payer dont la maturité n'est pas définie sont inscrits dans l'état des résultats de la période, lorsque lesdits comptes à recevoir/payer auront été dépréciés/aliénés/liquidés. Les écarts de consolidation et les ajustements à la juste-valeur des actifs et des passifs d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en monnaie étrangère et convertis en Euro en utilisant les taux de change à la date du bilan.

Les états financiers d'entreprises à participation publique et succursales exprimées en monnaie étrangère sont convertis en Euro. Les cotes utilisées pour la conversion en Euros ont été les suivantes :

Monnaie	Monnaie de conversion	2010	2009
		31 décembre	31 décembre
Dollar américain	EUR	0,7469	0,6928
Dirham marocain	EUR	0,0889	0,0879
Pulas Botswana	EUR	0,1156	0,1038
Metical mozambicain	EUR	43,956	39.708

3.3 Jugements de valeur de l'organe de gestion lors de l'application des politiques comptables et ayant eu un impact plus considérable sur les sommes reconnues dans les états financiers

Conformément aux NCRF, lors de la préparation des états financiers, le Conseil d'administration a recours à des estimatives et à des conditions préalables affectant l'application de politiques et les montants rapportés. Les estimatives et jugements sont continuellement évalués et reposent sur l'expérience d'événements passés, ainsi que sur d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs considérés comme étant probables au regard des circonstances sur lesquelles reposent les estimatives ou résultant d'une information ou expérience acquise.

3.4 Principales conditions préalables concernant le futur

Les états financiers ci-joints ont été préparés en admettant la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de la société, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les événements survenus après la date du bilan et affectant la valeur des actifs et passifs existants à cette même date sont considérés dans la préparation des états financiers de la période. Ces événements sont divulgués dans l'annexe des états financiers, s'ils sont considérés comme étant significatifs.

3.5 Principales sources d'incertitude

La présente note se rapporte aux principales conditions préalables concernant le futur et adoptées lors de l'élaboration des états financiers ci-joints, pouvant impliquer un risque considérable d'ajustements matériels à la mise en valeur d'actifs et passifs de la prochaine période financière.

a) Dépréciation des actifs

La détermination de la dépréciation des actifs requiert l'estimative de la valeur présente des cash-flows futurs qui y sont associés. Pour ce calcul, nous avons recours aux conditions préalables reposant sur l'expérience passée de l'Entreprise, ainsi que les attentes futures. L'Entreprise considère qu'il y a un risque contrôlé quant auxdites conditions préalables.

4. Flux de trésorerie

4.1 Commentaire de la direction sur la somme des soldes considérables de trésorerie et équivalents non disponibles pour l'utilisation

La valeur du solde de « Trésorerie et équivalents » est entièrement disponible.

4.2 Désagrégation des valeurs inscrites dans la rubrique de trésorerie et dans des dépôts bancaires

Le solde de trésorerie et de dépôts bancaires est composé de :

	31.12.2010	31.12.2009
Trésorerie	77.873	111.925
Dépôts à vue	9.948.554	8.246.607
Dépôts à terme	7.397.078	13.710.221
TOTAL TRESORERIE ET DEPOTS BANCAIRES	17.423.505	22.068.753

5. Parties associées

5.1 Rémunération du personnel-clé de la gestion

a) Total de rémunérations et cotisations pour la Sécurité sociale : 1 060 542 Euros.

5.2 Transactions entre les parties associées

a) Nature de la relation des parties associées :

	Pays	%
<u>Succursales :</u>		
Angola	-	-
Mozambique	-	-
Maroc	-	-
Botswana	-	-
<u>Filiales :</u>		
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00
Edirio – Construções, S.A.	Portugal	100,00
Metis Engenharia, S.A.	Angola	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	85,47
Mabalane - Inertes, Lda.	Mozambique	85,00
<u>Entités contrôlées conjointement :</u>		
Edifer / RRC / Conduril, ACE	Portugal	33,33
Groupement Adriano / Jaime Ribeiro / Conduril Construções, ACE	Maroc	33,33
Groupement Túnel de Nador – Construção ACE	Maroc	50,00
Edifer, Dragados, Tecnovia, Conduril – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	10,00
Edifer, Dragados, Tecnovia, Conduril – Rodovias do	Portugal	10,00
<u>Autres entreprises :</u>		
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	13,00
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	Portugal	11,26
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	10,00
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	10,00
<u>Personnel-clé de la gestion:</u>		
Conseil d'administration :	-	-
Ingénieur António Luís Amorim Martins (président) - <i>Chairman</i>		
Ingénieur Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du directoire)		
Dr Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (Vice-présidente du directoire)		
Mr. Ademar Américo Soares Paiva		
Ingénieur Álvaro Duarte Neves Vaz		
Ingénieur António Baraças Andrade Miragaia		
Ingénieur Carlos António Soares de Noronha Dias		
Ingénieur Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães		
<u>Autres :</u>		
Geonorte – Geotécnica e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-

b) Transactions et soldes inemployés :

Au cours de la présente période, l'Entreprise a présenté les transactions et soldes suivants concernant les entités associées :

Parties associées	Soldes inemployés actifs	Soldes inemployés passifs	Pertes par dépréciation accumulées	Provisions
Entité au contrôle conjoint ou influence considérable :				
Edifer / RRC / Conduril, ACE	12.474	19.392	-	-
Groupement Adriano / Jaime Ribeiro / Conduril Construções, ACE	4.075.761	452.880	-	6.248.001
Groupement Túnel de Nador – Construção ACE	30.497	201.933	-	479.891
Edifer, Dragados, Tecnovia, Conduril – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	52.843	430.580	-	-
Edifer, Dragados, Tecnovia, Conduril – Rodovias do	945.570	1.058.947	-	-
	5.117.145	2.163.732	-	6.727.892
Filiales :				
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	68.038	-	-	198.046
Edirio – Construções, S.A.	802.704	-	-	-
Métis Engenharia, S.A.	5.170.587	-	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	20.174.386	21.194.895	-	-
Mabalane - Inertes, Lda.	752.788	779.621	-	-
	26.968.503	21.974.516	-	198.046

Parties associées	Revenus	Dépenses
Entité au contrôle conjoint ou influence considérable :		
Edifer, Dragados, Tecnovia, Conduril – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	2.261.379	-
Edifer, Dragados, Tecnovia, Conduril – Rodovias do	167.473	-
	2.428.852	-
Filiales :		
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	-
Edirio – Construções, S.A.	322.903	-
Métis Engenharia, S.A.	16.723.578	15.330.614
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	8.223.435	4.674.185
Mabalane - Inertes, Lda.	-	-
	25.269.916	20.004.799

6. Actifs incorporels

6.1 Divulgations, pour chaque classe d'actifs incorporels, en distinguant les actifs incorporels créés internement et les autres actifs incorporels

- a) Les dépréciations de la période sont calculées en tenant compte des vies utiles et du taux d'amortissement moyens suivants :

Actifs incorporels – Autres	Vie utile	Taux d'amortissement
Programmes informatiques	3	33,33%
Autres actifs incorporels	3	33,33%

- b) Les éléments des actifs incorporels sont dépréciés au moyen de la méthode de la ligne droite, en tenant compte des taux d'amortissement prévus dans le Décret réglementaire n° 25/2009 du 14 septembre.

c) Les actifs incorporels sont composés de :

Actifs incorporels – Autres	31.12.2010		31.12.2009	
	Actif brut	Amortissement et pertes par dépréciation	Actif brut	Amortissement et pertes par dépréciation
Projets de développement	-	-	-	-
Programmes informatiques	46.990	10.497	-	-
Propriété industrielle	47.768	252	-	-
Autres actifs incorporels	14.595	11.850	14.595	11.494
TOTAL	109.353	22.599	14.595	11.494

d) La valeur des amortissements concernant les actifs incorporels compris dans la rubrique de l'état des résultats « Dépenses/résorptions de dépréciation et d'amortissement » s'élève à :

Amortissements de la période - Autres	31.12.2010	31.12.2009
Projets de développement	-	-
Programmes informatiques	10.425	-
Propriété industrielle	216	-
Autres actifs incorporels	356	175
TOTAL	10.997	175

e) Les mouvements dans la rubrique actifs incorporels pour 2010 et 2009 sont les suivants :

	2010					TOTAL
	Goodwill	Projets développés	Logiciel	Propriété industrielle	Autres actifs incorporels	
ACTIF BRUT :						
Solde au 31/12/2009	-	-	-	-	14.595	14.595
Changements dans le périmètre			259	647	-	906
Sommes	-	-	46.731	47.121	-	93.852
Aliénations	-	-	-	-	-	-
Transferts et déclassements	-	-	-	-	-	-
Solde au 31/12/10	-	-	46.990	47.768	14.595	109.353
DEPRECIATIONS ACCUMULEES :						
Solde au 31/12/2009	-	-	-	-	11.494	11.494
Changements dans le périmètre	-	-	86	36	-	122
Sommes	-	-	10.425	216	356	10.997
Aliénations	-	-	-	-	-	0
Transferts et déclassements	-	-	(14)	-	-	(14)
Solde le 31/12/2010	-	-	10.497	252	11.850	22.599
PERTES PAR DEPRECIATION ACCUMULEES :						
Solde au 31/12/2009	-	-	-	-	-	-
Sommes	-	-	-	-	-	-
Aliénations	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus p/ vente	-	-	-	-	-	-
Transferts et déclassements	-	-	-	-	-	-
Solde au 31/12/2010	-	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE	-	-	36.493	47.516	2.745	86.754

	2009					TOTAL
	Goodwill	Projets développés	Logiciel	Propriété industrielle	Autres actifs incorporels	
ACTIF BRUT :	-	-	-	-	-	-
Solde au 31/12/2008	-	-	-	-	24.392	24.392
Sommes	-	-	-	-	1.771	1.771
Aliénations	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus p/ vente	-	-	-	-	-	-
Transferts et déclassements	-	-	-	-	(11.558)	(11.558)
Solde au 31/12/2009	-	-	-	-	14.595	14.595
DEPRECIATIONS ACCUMULEES :						
Solde au 31/12/2008	-	-	-	-	22.870	22.870
Sommes	-	-	-	-	175	175
Aliénations	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus p/ vente	-	-	-	-	-	-
Transferts et déclassements	-	-	-	-	(11.551)	(11.551)
Solde au 31/12/2009	-	-	-	-	11.494	11.494
PERTES PAR DEPRECIATION ACCUMULEES :						
Solde au 31/12/2008	-	-	-	-	-	-
Sommes	-	-	-	-	-	-
Aliénations	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus p/ vente	-	-	-	-	-	-
Transferts et déclassements	-	-	-	-	-	-
Solde au 31/12/2009	-	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE	-	-	-	-	3.101	3.101

7. Actifs tangibles

7.1 Divulgations sur les actifs fixes tangibles

a) Bases de mesure :

Les actifs tangibles sont valorisés conformément au modèle coût. Celui-ci défend qu'un élément de l'actif fixe tangible est comptabilisé à son coût moins toute dépréciation accumulée et toute perte par dépréciation accumulée.

b) Méthode de dépréciation utilisée :

L'Entreprise amortit ses biens de l'actif fixe tangible conformément à la méthode de la ligne droite. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

c) Vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de la période sont calculées en tenant compte des vies utiles et du taux d'amortissement moyens suivants :

Actifs tangibles	Vie utile	Taux d'amortissement
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	25 – 20	4% – 5%
Équipement de base	3 – 10	10% – 33,33%
Équipement de transport	4 – 6	16,66% – 25%
Équipement administratif	3 – 10	10% – 33,33%
Autres actifs fixes tangibles	3 – 10	10% – 33,33%

7.2 Somme de dépenses reconnue dans la somme comptable d'actifs fixes pendant la construction

Actifs tangibles	Dépenses reconnues pendant la construction	Somme totale comptable
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	3.265.212	12.618.157
Équipement de base	34.058	34.058
Équipement de transport	-	-
Équipement administratif	-	-
Equipements biologiques	-	-
Autres actifs fixes tangibles	-	-
TOTAL	3.299.270	12.652.215

Les ouvrages de rénovation du siège et de nouvelles installations du Pôle 2 sont en cours au 31 décembre 2010.

7.3 Dépréciation reconnue dans les résultats ou en tant que partie de coût d'autres actifs pendant la période

Actifs tangibles	Dépréciation reconnue dans les résultats	Dépréciation reconnue comme partie de coûts d'autres actifs	TOTAL
Terrains et ressources naturelles	-	-	-
Bâtiments et autres constructions	1.290.821	18.602	1.309.423
Équipement de base	4.867.571	-	4.867.571
Équipement de transport	3.827.099	-	3.827.099
Équipement administratif	106.640	-	106.640
Equipements biologiques	-	-	-
Autres actifs fixes tangibles	37.548	-	37.548
TOTAL	10.129.679	18.602	10.148.281

7.4 Dépréciation accumulée à la fin de la période

Dépréciation accumulée	31.12.2010	31.12.2009
Terrains et ressources naturelles	-	69.445
Bâtiments et autres constructions	13.320.036	12.078.097
Équipement de base	41.202.506	36.875.144
Équipement de transport	13.778.615	10.822.202
Équipement administratif	1.120.435	1.028.950
Equipements biologiques	-	-
Autres actifs fixes tangibles	241.467	213.815
TOTAL	69.663.059	61.087.654

7.5 Eléments de l'actif fixe en cours

Les valeurs les plus considérables comprises dans la rubrique « Investissements en cours » au 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009 se rapportent aux projets suivants :

	31.12.2010	31.12.2009
Nouvelles installations	249.526	944.910
Exploitations d'inertes	526.270	-
Autres projets	34.058	-
TOTAL	809.854	944.910

8. Locations

8.1 Locations financières – Locataires :

a) Somme comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31/12/2010 :

	31.12.2010	31.12.2009
Équipement de base	599.045	934.609
Équipement de transport	440.241	803.656
TOTAL	1.039.286	1.738.265

b) Réconciliation entre le total des futurs paiements minimums de la location au 31/12/2010 et au 31/12/2009 et leur valeur actuelle :

	31.12.2010	31.12.2009
Paiements minimums jusqu'à un an	752.818	843.210
Paiements minimums supérieurs à 1 an et inférieurs à 5 ans	783.463	1.470.268
Paiements minimums supérieurs à 5 ans	-	-
Total de paiements minimums	1.536.281	2.313.478
Paiement d'intérêts futurs	61.198	103.539
VALEUR PRESENTE DES RESPONSABILITES	1.475.083	2.209.939

c) Total des futurs paiements minimums de la location à la date du bilan et valeur équivalente respective :

	Paiements minimums		Valeur présente	
	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2010	31.12.2009
Inférieur à 1 an	752.818	843.210	669.192	1.236.106
Supérieur à 1 an et inférieur à 5 ans	783.463	1.470.268	805.891	973.833
Supérieur à 5 ans	-	-	-	-
TOTAL	1.536.281	2.313.478	1.475.083	2.209.939

9. Intérêts dans des associations d'entreprises et investissements dans des entreprises à participation publique

a) Liste et description d'intérêts dans des associations d'entreprises considérables :

Description	Type d'association	Autres participants
Edifer / RRC / Conduril, ACE	Entité contrôlée conjointement	Edifer et RRC
Groupement Adriano / Jaime Ribeiro / Conduril Construções, ACE	Entité contrôlée conjointement	Monte Adriano e Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador – Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Edifer, Dragados e Tecnovia
Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Edifer, Dragadose Tecnovia

b) Proportion de l'intérêt de propriété détenu :

Désignation sociale	Proportion de l'intérêt détenu
Edifer / RRC / Conduril, ACE	33,33%
Groupement Adriano / Jaime Ribeiro / Conduril Construções, ACE	33,33%
Groupement Túnel de Nador – Construção ACE	50%
Rodovias do Algarve Litoral, ACE	10%
Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	10%

c) Moyen employé dans la reconnaissance des intérêts dans des associations d'entreprises :

Les intérêts dans des entreprises contrôlées conjointement ont été reconnus dans les états financiers consolidés au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle, depuis la date de contrôle partagé jusqu'à la date de conclusion effective. D'après cette méthode, les actifs, passifs, profits et coûts de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, rubrique par rubrique, dans la proportion du contrôle attribuable.

10. Inventaires

10.1 Politiques comptables adoptées dans la mesure des inventaires et formule de comptabilité employée

Les inventaires sont valorisés par le coût ou la valeur réalisable nette, au cas où cette dernière serait inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'achat, les coûts de conversion et autres coûts subis pour que les inventaires se trouvent dans leur condition actuelle. Les coûts d'achat comprennent le prix d'achat, les droits d'importation et autres impôts, les frais de transport, la manipulation, les escomptes commerciaux, les dégrèvements et autres éléments similaires. Les coûts de conversion comprennent les coûts directement associés aux unités de production, telles que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également une imputation systématique de coûts généraux de production fixes et variables subis en biens manufacturés. L'imputation de dépenses générales de production repose sur la capacité normale des installations de production.

L'Entreprise met en valeur ses inventaires au moyen de la formule de coût moyen pondéré qui défend que le coût de chaque élément est déterminé à partir de la moyenne pondérée du coût d'éléments semblables au début d'une période et du coût d'éléments semblables achetés ou produits au cours de ladite période.

10.2 Somme totale comptable d'inventaires et somme comptable en classifications adéquates

La somme comptable des inventaires est détaillée de la manière suivante :

Inventaires	31.12.2010	31.12.2009
Matières premières, filiales et consommables	9.757.124	9.110.007
Produits finis et intermédiaires	484.109	5.173.750
Produits et travaux en cours	1.312.823	548.583
	11.554.056	14.832.340
Pertes de dépréciation	(1.990.658)	(673.445)
TOTAL	9.563.398	14.158.895

10.3 Somme d'inventaires reconnue comme dépense au cours d'une période

La valeur des inventaires reconnus comme frais pendant la période est telle que définie ci-dessous :

	Matières premières, filiales et consommables	
Inventaire initial	8.436.562	
Pertes par dépréciation en existences	286.271	
Achats	38.697.279	
Sous-contrats	-	
Reclassement et régularisation d'inventaires	(649.994)	
Inventaire final	(7.766.466)	
Frais de la période	39.003.652	

	Produits manufacturés et intermédiaires	Produits et travaux en cours
Inventaire final	484.109	1.312.823
Reclassement et régularisation d'inventaires	(39.070)	(560.757)
Pertes par dépréciation accumulées	-	-
Inventaire initial	473.279	5.249.053
Frais de la période	(49.900)	3.375.473

10.4 Somme des pertes de dépréciation en inventaires reconnue comme frais de la période

La valeur des pertes de dépréciation reconnues comme frais de la période est la suivante :

Pertes par dépréciation en inventaires	31.12.2010	31.12.2009
Marchandises	-	-
Matières premières, filiales et consommables	1.344.486	482.834
Produits manufacturés et intermédiaires	-	-
Produits et travaux en cours	-	-
TOTAL	1.344.486	482.834

11. Contrats de construction

11.1 Somme du profit du contrat reconnue comme profit de la période

Le profit de chaque contrat de construction comprend la somme initiale de profit convenue ainsi que les variations au travail, les réclamations et les paiements d'encouragements jusqu'au point de prouver qu'ils mènent à des profits, pouvant être mesurés en toute fiabilité. Au 31/12/2010, la valeur des profits reconnus comme profit de la période étaient les suivants:

Ouvrage/contrat	Profit total prévu	Profit de la période
Contrats de construction	901.041.911	238.934.155
TOTAL	901.041.911	238.934.155

11.2 Moyens utilisés pour déterminer le profit du contrat reconnu dans la période

La reconnaissance du profit de la période est effectuée conformément à la méthode du pourcentage de finition. D'après cette méthode, le profit est équilibré avec les frais contractuels subis lors de la phase de finition. Le profit du contrat est reconnu comme profit dans l'état des résultats des périodes comptables au cours desquelles le travail est exécuté. Pour les cas où l'échéance des contrats ne puisse être estimée de manière fiable, le profit est reconnu jusqu'à ce qu'il ait été prouvé que les coûts du contrat subis sont récupérables.

11.3 Moyens utilisés pour déterminer la phase de finition des contrats en cours

Le moyen utilisé pour déterminer la phase de finition des contrats en cours est celui du pourcentage de finition. D'après ce moyen, le profit contractuel est équilibré avec les frais contractuels subis lors de la phase de finition, aboutissant au rapport de profit, de frais et de bénéfices pouvant être attribuables à la proportion du travail exécuté.

Afin de déterminer la phase de finition d'un contrat, un moyen mesurant avec plus de fiabilité le travail exécuté a été employé. En fonction de la nature du contrat, la méthode utilisée pour déterminer la phase de finition peut varier, tel que nous le détaillons ci-après :

- La proportion des coûts du contrat subis pour le travail exécuté jusqu'à ce jour correspondent aux coûts estimés totaux du contrat ;
- Relevé du travail exécuté ;
- Conclusion d'une proportion physique du travail exécuté.

12. Profits

12.1 Politiques comptables adoptées pour la reconnaissance de profit, y compris les méthodes employées pour déterminer la phase de finition de transactions impliquant la prestation de services

L'Entreprise reconnaît les profits conformément aux critères suivants :

- a) Ventes** – les profits sont reconnus dans les états des résultats lorsque les risques et bénéfices inhérents à la propriété des actifs sont transférés à l'acheteur, lorsqu'il n'y a plus d'implication continue de gestion au degré généralement associé à la propriété, lorsque le montant des profits peut être quantifié de manière raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction reviennent à l'entité et lorsque les coûts supportés ou à supporter concernant la transaction peuvent être mesurés de manière fiable.
- b) Prestations de services** – elles sont reconnues dans l'état des résultats quant à la phase de finition de la prestation de service à la date du bilan.
- c) Intérêts** – ils sont reconnus en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.
- d) Dividendes** – ils sont reconnus à partir du moment où l'on établit que l'actionnaire a le droit de recevoir le paiement.

12.2 Somme de chaque catégorie considérable de profit reconnue pendant la période, y compris le profit provenant de :

	31.12.2010	31.12.2009
Ventes de biens	5.968.517	6.483.789
Prestations de services	245.886.320	253.927.513
Intérêts	704.815	728.469
Droits d'auteur	-	-
Dividendes	374.029	1.021.052
TOTAL	252.933.681	262.160.823

13. Provisions, passifs contingents et actifs contingents

13.1 Provisions

L'Entreprise reconnaît une provision lorsque, cumulativement, une obligation présente découle d'un événement passé ; il est probable qu'une sortie de ressources intégrant des bénéfices économiques soit nécessaire pour liquider l'obligation ; et lorsqu'une estimative fiable de la somme de l'obligation est possible.

Pendant la période close au 31 décembre 2010, les mouvements suivants ont eu lieu concernant les provisions :

Provisions	Solde initial	Augmentations	Utilisation	Résorption	Régularisations	Solde final
Garanties aux clients	443.766	359.602	-	-	119.849	923.217
Procédures judiciaires en cours	166.650	-	-	-	-	166.650
Filiales	-	-	-	-	479.891	479.891
Autres provisions	3.288	39.158	(9)	-	(32.691)	9.746
TOTAL	613.704	398.760	(9)	-	567.049	1.579.504

14. Effets de changements en taux de change

14.1 Ecart de changes reconnus dans les résultats

	31.12.2010	31.12.2009
Différences de change défavorables		
- Autres dépenses et pertes	4.905.966	5.679.931
	4.905.966	5.679.931
Ecart de change favorables		
- Autres revenus et gains	3.271.325	920.012
	3.271.325	920.012

14.2 Ecart de changes nets classés dans un composant à part du capital propre

Ecart de change du capital propre au 31 décembre 2009	(971.723)
Renforts	833.871
Annulations	-
Ecart de change du capital propre au 31 décembre 2010	(137.852)

15. Evénements après la date du bilan

15.1 Mise à jour de la divulgation sur les conditions à la date du bilan

Entre la date du bilan et l'émission des états financiers, nous n'avons reçu aucune information concernant les conditions existantes à la date du Bilan. De ce fait, nous n'avons procédé à aucun ajustement des sommes reconnues dans les présents états financiers.

16. Matières environnementales

16.1 Description des bases de mesure adoptées, ainsi que des moyens utilisés pour le calcul d'ajustements de valeur.

Découlant de son activité, il est de la responsabilité légale/contractuelle de l'Entreprise d'éviter, de réduire ou de réparer des dommages environnementaux. Afin de respecter cette obligation, au long de la période close au 31 décembre 2010, l'Entreprise a supporté des coûts supérieurs à 50.000 Euros.

Pour mesurer les frais de caractère environnemental, l'Entreprise reconnaît les coûts effectivement subis au cours de cette période.

16.2 Frais de caractère environnemental imputés aux résultats

Tous les frais de caractère environnemental doivent être considérés dans des résultats s'il s'agit de frais subis au cours de la période, c'est-à-dire, s'ils ne prétendent pas éviter des dommages futurs ou stimuler des bénéfices futurs.

Ainsi, les frais de caractère environnemental imputés aux résultats concernent les activités passées ou courantes et la restauration des conditions environnementales initiales avant la contamination.

	Somme imputée aux résultats
Traitement de résidus	50.000
Traitements d'eaux résiduelles	-
TOTAL	50.000

17. Impôt sur le revenu

17.1 Principaux composants de frais/revenus d'impôts

	31.12.2010	31.12.2009
Impôt courant et ajustements :		
Impôt courant de la période	27.646.353	18.121.874
	27.646.353	18.121.874
Impôts différés :		
Impôts différés associés aux écarts temporaires	(8.430)	256.923
	(8.430)	256.923
Frais concernant les impôts sur le revenu	27.637.923	18.378.797

17.2 Impôt différé ou courant agrégat associé aux éléments débités ou crédités au capital propre

L'impôt courant ou impôt différé doit être directement débité ou crédité au capital propre s'il se rapporte à des éléments débités ou crédités, au cours de ou à une période différente, directement au capital propre.

Pendant l'exercice clos au 31 décembre 2010, les éléments directement débités/crédités au capital propre ont été les suivants :

	Impôt Différé
Valorisation à la juste-valeur d'instruments financiers – impact d'exercices précédents (NCRF 4 et NCRF 27)	24.093
Provision pour garanties de clients concernant des périodes précédentes (NCRF 4 et NCRF 21)	(117.598)
TOTAL	(93.505)

17.3 Rapport entre les coûts/revenus d'impôts et le bénéfice comptable

Réconciliation du taux effectif d'impôt :

	2010	2009
Résultats avant impôts	61.831.952	55.664.339
Frais concernant les impôts sur le revenu	27.637.923	18.378.797
Taux effectif d'impôt	44,7%	33,2%
Taux nominal d'impôt (28.85% en 2010 et 26,5% en 2009)	17.839.254	14.711.308
Ajustements :		
Taux différenciés d'impôt	9.739.763	3.510.257
Ajustements de transition	-	(719.117)
Frais non acceptés comme coût fiscal	81.511	214.655
Fonds de retraites	38.629	(102.710)
Excès d'estimative d'impôt	(426.968)	(114.482)
Impositions autonomes	283.001	342.428
Impôts différés découlant d'exercices précédents	-	315.949
Préjudices fiscaux créés pendant la période	44.505	208.215
Autres	38.228	12.294
	<u>9.798.669</u>	<u>3.667.489</u>
Ajustements relatifs à l'impact de périodes précédentes	-	-
Frais concernant les impôts sur le revenu	27.637.923	18.378.797

Le montant concernant les « Taux d'impôt différenciés » découle essentiellement du fait que la Succursale d'Angola est soumise à l'impôt sur le revenu à un taux nominal de 35%.

18. Instruments financiers

18.1 Bases de mesure

Cela fait partie de la politique de l'Entreprise de ne reconnaître un actif, un passif financier ou tout autre instrument de capital propre que lorsqu'il fait partie des dispositions contractuelles de l'instrument.

L'Entreprise mesure, au coût ou au coût amorti moins la perte par dépréciation, les instruments financiers ayant une maturité définie, que les retours soient d'un montant fixe, à un taux d'intérêt fixe pendant la vie de l'instrument ou à un taux variable à l'indexant typique de marché pour les opérations de financement (comme par exemple l'eurobor) ou comprenant un *spread* sur ce même indexant, ne contienne aucune clause contractuelle pouvant aboutir (pour le titulaire) à une perte de la valeur nominale et d'intérêt accumulé (excepté les cas de risque de crédit).

Les contrats visant l'octroi ou la demande d'un emprunt sur base nette et les instruments de capital propre non négociés publiquement et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés auxdits instruments aboutissant à la remise desdits instruments (lorsqu'exécutés), sont également mesurés au coût ou au coût amorti moins la perte par dépréciation.

Tous les instruments financiers non mesurés au coût ou au coût amorti moins toute perte de dépréciation sont mesurés à la juste valeur.

L'Entreprise ne comprend pas les coûts de transaction dans la mesure initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à la juste valeur avec contrepartie en résultats.

Tant que l'Entreprise sera titulaire d'un instrument financier, la politique de mesure ne sera pas modifiée.

18.2 Actifs et passifs financiers

a) Actifs financiers avec reconnaissance de dépréciation

	31.12.2010		31.12.2009	
	Coût	Dépréciation accumulée	Coût	Dépréciation accumulée
Clients compte courant	240.373.554	-	185.747.053	-
Clients avec garanties	10.660.161	-	7.521.659	-
Clients encours douteux	2.829.389	(2.829.389)	2.538.246	(2.538.246)
TOTAL	253.863.104	(2.829.389)	195.806.958	(2.538.246)

b) Passifs financiers mesurés à la juste valeur

	Somme comptable 31.12.2010	Somme comptable 31.12.2009
Swaps de taux d'intérêt	(159.083)	(90.918)
TOTAL	(159.083)	(90.918)

c) Base de détermination de la juste valeur

Pour chaque actif et passif financier, notamment les swaps de taux d'intérêt, mesurés à la juste valeur, la base pour détermination de la juste valeur découle de la somme de la valeur actualisée des échanges de flux futurs, en tenant compte du taux d'intérêt fixe contracté et de la valeur escomptée pour l'indexant sous-jacent à chacune des dates d'échanges des flux respectifs.

L'apurement de la juste valeur des produits dérivés contractés par l'Entreprise a été effectué par les contreparties respectives. Ainsi, les entités financières sont considérées comme étant indépendantes.

d) Gains et pertes nettes reconnues d'actifs et de passifs financiers

Au 31 décembre 2010, les gains et les pertes nettes des actifs et passifs financiers reconnus à la période close à cette date sont détaillés ci-après :

	Gains nets	Pertes nettes
Passifs financiers mesurés à la juste valeur		
Swaps de taux d'intérêt	-	(68.165)
TOTAL	-	(68.165)

18.3 Total de revenu et coût d'intérêts pour actifs et passifs financiers

Pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et imputer le revenu des intérêts ou la dépense des intérêts pendant la période, nous avons eu recours à la méthode de l'intérêt effectif.

D'après cette méthode, le total de revenus d'intérêts pour les actifs financiers et le total de dépenses d'intérêts pour les passifs financiers sont détaillés de la manière suivante :

a) Revenus d'intérêts pour actifs financiers :

Actifs financiers	2010
Dépôts bancaires	355.067
Autres	353.537
TOTAL	708.604

b) Dépenses d'intérêts pour actifs financiers :

Passifs financiers	2010
Emprunts	1.508.076
Locations financières	29.429
Autres	30.921
TOTAL	1.568.426

18.4 Perte par dépréciation en actifs financiers

Pour les actifs financiers non mesurés à la juste valeur par le biais de résultats et à propos desquels il y a des signes de dépréciation, l'Entreprise a évalué les dépréciations respectives.

Suite à cette évaluation, l'Entreprise est parvenu à acquérir la preuve objective que les actifs financiers, présentés dans le tableau ci-dessous, présentent des pertes par dépréciation pour la période :

Actifs financiers	Perte par dépréciation 2010	Résorptions 2010
Clients	71.547	13.409
Autres comptes à recevoir	-	
Autres actifs financiers	-	
TOTAL	71.547	13.409

18.5 Montant de capital social

Au 31 décembre 2010, l'Entreprise détenait un capital social de 10.000.000 Euros, entièrement souscrit et réalisé.

18.6 Actions représentatives du capital social

Au 31 décembre 2010, le capital social était composé de 2.000.000 actions d'une valeur nominale de 5 euros chacune.

19. Bénéfices des employés

19.1 Bénéfices post-emploi

Au 31 décembre 2010, 52 fonctionnaires bénéficiaient de bénéfices post-emploi concernant des plans de bénéfices définis. Les coûts reconnus pour 2010 quant aux bénéfices post-emploi s'élèvent à 754.517 Euros.

L'excès de la responsabilité couverte au 31 décembre 2010, d'un montant de 358.306 Euros, est inscrit dans la rubrique « Frais payés à l'avance ».

20. Autres informations

20.1 États et autres entités publiques

Le détail de la rubrique « Etat et autres entités publiques » au 31 décembre 2010 est le suivant :

Actif	31.12.2010
Impôt sur le revenu des personnes physiques	1.158
Impôt sur la valeur ajoutée	5.742.749
Impôt sur le revenu des personnes morales	6.911.277
	12.655.184

	<u>31.12.2010</u>
Passif	
Impôt sur le revenu des personnes physiques	599.776
Impôt sur la valeur ajoutée	2.551.188
Cotisations pour la Sécurité sociale	495.501
Impôt sur le revenu des personnes morales	22.165.385
Autres impositions	94.250
	<u>25.906.100</u>

20.2 Garanties fournies

Au 31 décembre 2010, l'Entreprise avait assumé des responsabilités en fournissant des garanties d'un montant de 117 385 060 euros.

20.3 Ventes et prestations de services par activité et marchés géographiques

Au 31 décembre 2010 et 2009, les ventes et les prestations de services sont répartis de la manière suivante :

	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>
Ventes et prestations de services :		
Marché intérieur	49.594.628	44.687.429
Marché extérieur	202.260.209	215.723.873
TOTAL	251.854.837	260.411.302

20.4 Autres revenus et gains

A la période close au 31 décembre 2010 et 2009, la rubrique « Autres revenus et gains » est composée de :

	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>
Autres revenus et gains		
Revenus supplémentaires	11.066.043	6.515.500
Escomptes de paiement comptant obtenus	1.139.520	483.111
Récupération de dettes à percevoir	87.234	-
Gains en inventaires	-	-
Revenus et gains dans les restants actifs financiers	6.876	-
Revenus et gains dans les restants actifs non financiers	291.555	105.818
Autres	12.406.419	12.792.414
TOTAL	24.997.647	19.896.843

20.5 Autres dépenses et pertes

A la période close au 31 décembre 2010 et 2009, la rubrique « Autres dépenses et pertes » est composée de :

	<u>31.12.2010</u>	<u>31.12.2009</u>
Autres dépenses et pertes		
Impôts	1.932.341	1.796.355
Escomptes de paiement comptant concédés	718.488	391.585
Dettes irrécouvrables	41.501	158.477
Pertes en inventaires	-	-
Dépenses et pertes de filiales, entreprises à participation publique et associations d'entreprises	-	-
Dépenses et pertes dans les restants investissements financiers	-	-
Dépenses et pertes en investissements non financiers	236.986	179.930
Autres	8.575.787	15.069.444
TOTAL	11.505.103	17.595.791

20.6 Etats des résultats financiers

Les résultats financiers ont la composition suivante :

	31.12.2010	31.12.2009
Dépenses et pertes de financement		
Intérêts supportés	1.568.426	1.296.189
Autres dépenses et pertes de financement	2.031.406	-
	3.599.832	1.296.189
Intérêts, dividendes et autres revenus similaires		
Intérêts obtenus	708.604	653.445
Dividendes obtenus	374.028	-
Autres revenus similaires	23.296	-
	1.105.928	653.445

Rapport du Conseil de surveillance

CONSEIL DE SURVEILLANCE

EXERCICE 2010
COMPTES CONSOLIDÉS

Chers actionnaires,

Dans le respect des dispositions de la loi, le Conseil de surveillance vient présenter son rapport et fournir son avis sur le rapport consolidé de gestion, le bilan et les comptes consolidés, ainsi que sur la proposition d'application de résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de CONDURIL – Engenharia, S.A., précédemment désignée Conduril – Construtora Duriense, S.A. quant à l'exercice clos le 31 décembre 2010.

RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil de surveillance s'est réuni régulièrement, a accompagné l'activité sociale et l'évolution des affaires de CONDURIL, S.A., a veillé au respect des dispositions légales et statutaires, et s'est informé des actes pratiqués par le conseil d'administration, lequel a toujours fourni les explications qui lui ont été demandées.

Le conseil a procédé à une analyse attentive du Rapport consolidé de gestion présenté par le Conseil d'Administration, du bilan consolidé au 31 décembre 2010, de l'Etat consolidé des résultats, de l'état consolidé de flux de trésorerie, de l'état consolidé des changements du capital propre et des annexes et notes explicatives respectives. Ces documents ont été considérés dans cet ordre.

Le conseil s'est maintenu informé sur les activités développées tout au long de l'année par la société de commissaires aux comptes, a obtenu les informations et les explications fournies par son représentant, nécessaires à la surveillance du contrôle légal des documents relatifs aux comptes présentés, a pris connaissance du rapport de conclusions et recommandations d'audit envoyé au conseil d'administration, et a analysé la certification légale des comptes consolidés, ce document ayant reçu l'accord du conseil quant à sa teneur.

Compte tenu de ce qui vient d'être exposé, le conseil considère que les documents susmentionnés permettent, dans leur ensemble, une correcte compréhension de la situation financière consolidée de CONDURIL, S.A. au 31.12.10 et des résultats de l'exercice alors clos. Il considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Le conseil, dans le cadre de ses compétences, manifeste également son accord en ce qui concerne les politiques comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Pour conclure, le conseil remercie la référence qui a été faite à son activité dans le rapport de gestion et se joint au conseil d'administration afin de remercier les collaborateurs pour le dévouement dont ils ont fait preuve.

Ainsi, le conseil de surveillance est d'

AVIS

1. que soient approuvés le rapport consolidé de gestion, le bilan consolidé, les comptes consolidés et leurs annexes respectifs, relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2010 ;
2. que soit approuvée la proposition de placement des résultats figurant au rapport consolidé de gestion, présenté par le conseil d'administration.

Fait à Ermesinde, le 4 avril 2011

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE
Crisóstomo Aquino de Barros, président
Daniela Brás Vigário Silva
José Tiago Sapage Meireles de Amorim

Certification légale des comptes consolidés



Horwath & Associados, SROC, Lda.
Edifício Scala
Rua de Vilar, 235, 2º andar
4050-626 PORTO
PORTUGAL

Tél. : +351 22 605 17 80
Fax: +351 22 605 17 89
audit@crowehorwath.pt
www.crowehorwath.pt

CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES CONSOLIDÉS

Introduction

1. Nous avons analysé les états financiers consolidés de l'entreprise Conduril Engenharia, S.A. ("Empresa"), précédemment désignée Conduril – Construtora Duriense, S.A., lesquels comprennent le Bilan consolidé au 31 décembre 2010 (mettant en évidence un total de 360.909.724 Euros et un capital propre de 122.876.420 Euros, y compris un résultat net de 34.116.397 Euros), l'état consolidé des résultats par nature, l'état consolidé des changements du capital propre et l'état consolidé des flux de trésorerie de la période close à cette date, et l'Annexe respectif.

responsabilités

2. Il incombe au conseil d'administration de la société d'élaborer les états financiers consolidés, lesquels doivent satisfaire aux exigences de sincérité et de régularité, donner une image fidèle de la situation financière de l'ensemble des sociétés incluses dans la consolidation, du résultat consolidé de leurs opérations et de leurs flux consolidés de trésorerie. Il lui incombe également d'adopter, en matière de comptabilité, des politiques et des critères appropriés et de mettre en œuvre un système de contrôle interne adéquat.
3. Il nous incombe de donner un avis professionnel et indépendant, basé sur notre examen de ces états financiers.

Cadre d'intervention

4. L'examen auquel nous avons procédé a été réalisé conformément aux normes techniques et aux directives relatives au contrôle légal / à l'audit des comptes établies par l'Ordre des commissaires aux comptes, qui exigent que celui-ci soit planifié et mis en œuvre en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne présentent pas d'irrégularités significatives. À cette fin, l'examen susmentionné a consisté à :
 - de vérifier si les états financiers des sociétés incluses dans la consolidation ont été examinés de façon appropriée. Si tel n'a pas été le cas pour les cas significatifs, il convient de vérifier, par sondages, le bien-fondé des quantités et des divulgations présentées et l'évaluation des estimations, basées sur des jugements et des critères définis et utilisés par le conseil d'administration lors de leur élaboration ;
 - la vérification des opérations de consolidation ;
 - la vérification du respect du principe de permanence des méthodes comptables ; et
 - l'appréciation du caractère approprié des principes comptables adoptés, de leur application uniforme et de l'information qui en est donnée, compte tenu des circonstances ;

Inscription dans l'OROC n.º 186 | Registre dans CMVM nº 9171
Capital Social 51.300 Euros | NIPM et RCS de Porto 506 942 155

Membre de
Horwath International

Lisbonne : Avenida Miguel Bombarda, 21 3º esq., 1050-161 Lisbonne
Tél. : +351 21 319 00 90 Fax : +351 21 354 15 59

Horwath & Associados, SROC, Lda. est une société portugais membre de Horwath International, une association suisse de plusieurs sociétés. Chacune des sociétés membre est une entité légale et séparée qui opère sous la marque Horwath.

- de vérifier l'applicabilité du principe de continuité des opérations et
 - l'appréciation du caractère approprié, en termes généraux, de la présentation des états financiers consolidés.
5. Notre examen a aussi consisté à vérifier si les informations financières figurant dans le rapport consolidé de gestion coïncident avec celles des états financiers consolidés.
6. Nous pensons que l'examen réalisé fournit une base acceptable pour que nous puissions exprimer notre avis.

Avis

7. À notre avis, les états financiers consolidés mentionnés reflètent de façon sincère et correcte, sous tous les aspects matériellement importants, la situation financière consolidée de Conduzil - Construtora Duriense, S.A. au 31.12.10, ses résultats d'exploitation consolidés et ses flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Note

8. Tel que divulgué dans la Note 2.3 de l'Annexe des états financiers consolidés, l'Entreprise a adopté pour la première fois en 2010 les Normes comptables et de Rapport financier (« NCRF ») dans la préparation et présentation de ses états financiers consolidés. Ainsi, les valeurs présentés pour les effets de comparaison, concernant la période terminée au 31 décembre 2009 ont été exprimées une nouvelle fois en tenant compte des dispositions de la NCRF 3—Adoption pour la première fois des normes comptables et de rapport financier.

Fait à Porto, le 28 mars 2011

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.
Représentée par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (commissaire aux comptes n° 1126)

Membre de
Horwath International